

HYDROCARBURES

Midad Energy North Africa veut renforcer ses investissements en Algérie

P 16

LA 57^e FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER
S'OUVRE AUJOURD'HUI

Un carrefour de coopération et d'opportunités d'affaires

C'est parti ! Le rendez-vous économique incontournable, la Foire internationale d'Alger (FIA), dans sa 57^e édition, ouvrira ses portes aujourd'hui, lundi, au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger. Selon les organisateurs, une forte participation nationale et internationale est attendue à cette FIA 2026, avec l'Espagne comme invitée d'honneur. P 3

UNE USINE DE
CHAUSSURES SERA
RÉALISÉE À ALGER

**La société américaine
«Skechers» s'implante
en Algérie**

La société américaine spécialisée dans la confection de chaussures Skechers a signé, hier à Alger, un accord de partenariat avec l'entreprise algérienne Tradifoot pour la réalisation de son premier site de production en Afrique, un projet dont l'entrée en exploitation est prévue pour le premier trimestre 2027, avec une capacité de production de 2 millions de paires de chaussures par an.

P 2

SORTIE DE L'ALGÉRIE
DE LA LISTE GRISE DU GAFI
**Un signal fort pour
les investisseurs**

Le retrait de l'Algérie de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) ouvre de nouvelles perspectives pour l'économie nationale. Cette décision constitue un signal fort adressé aux investisseurs, aux partenaires financiers internationaux et aux opérateurs économiques, en consacrant les progrès réalisés en matière de transparence financière, de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

P 5

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET
**L'économie et le
développement local
au cœur de la
campagne**

La campagne pour les législatives du 2 juillet entre dans sa phase décisive. Multipliant les déplacements et les meetings à travers les wilayas, les responsables des partis politiques mettent l'accent sur la nécessité d'une participation massive au scrutin, tout en exposant leurs visions respectives pour l'avenir économique et social du pays.

P 5



CONSTANTINE

**Mise en service de 2 centres
de proximité de stockage
des céréales dans la commune
de Benbadis P 2**

INDUSTRIE AUTOMOBILE

**De nouvelles perspectives de
partenariat avec les
équipementiers allemands P 3**

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**L'allemand Bayer réaffirme
son intérêt pour le marché
algérien P 16**

CONSTANTINE
Mise en service de 2 centres de proximité de stockage des céréales dans la commune de Benbadis

Deux nouveaux centres de proximité de stockage des céréales ont été mis en service dans la commune de Benbadis (sud-est de Constantine) au titre de la campagne agricole (2025-2026), a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Ces centres d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, font partie d'un programme portant sur la construction de 9 structures similaires dans les communes les plus productives en matière de céréales, à savoir Ain Abid (2 dépôts), Ibn Ziad (2), Zighoud-Youcef (2), Benbadis (2) et Ain Smara (1), d'une capacité globale de 450.000 quintaux, a-t-on détaillé. Selon les services de la wilaya, la réalisation de l'ensemble de ces centres a nécessité un investissement public de plus de 2,2 milliards de dinars. Pour rappel, le secteur agricole dispose actuellement, dans la wilaya de Constantine, de 26 points de stockage de céréales dont 15 hangars relevant de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), pour une capacité globale de 2,2 millions de quintaux.

APS

UNE USINE DE CHAUSSURES SERA RÉALISÉE À ALGER
La société américaine «Skechers» s'implante en Algérie

La société américaine spécialisée dans la confection de chaussures Skechers a signé, hier à Alger, un accord de partenariat avec l'entreprise algérienne Tradifoot pour la réalisation de son premier site de production en Afrique, un projet dont l'entrée en exploitation est prévue pour le premier trimestre 2027, avec une capacité de production de 2 millions de paires de chaussures par an.

Par Z.R.

L'accord a été paraphé par le PDG de Tradifoot, Djamel Ramoul, et le vice-président chargé des affaires financières de Skechers, Douglas Parker, lors d'une cérémonie présidée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, au siège de son département ministériel. Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a indiqué que « ce projet incarne l'orientation stratégique de l'État visant à substituer la production nationale aux importations en attirant des investissements étrangers productifs et en renforçant les partenariats avec les grandes marques mondiales ». Et d'ajouter : « Le choix de l'Algérie pour la réalisation de la première usine Skechers en Afrique reflète la confiance croissante dans le climat de l'investissement national et confirme le succès des réformes économiques engagées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la diversification de l'économie et du soutien à la production locale », a-t-il

souligné. Selon les responsables de ce projet, l'usine d'Alger devrait atteindre un taux d'intégration locale de 40 %, contribuant ainsi au développement de la production nationale et à la réduction des importations, selon les données communiquées à l'occasion. En effet, le projet prévoit également la formation de la main-d'œuvre algérienne par des experts de Skechers, afin d'assurer le transfert du savoir-faire et des technologies de fabrication, conformément aux standards internationaux du secteur. La production sera destinée, dans une première phase, à couvrir les besoins du marché national, avant une orientation vers l'exportation vers les marchés africains à partir de la deuxième année d'exploitation, a-t-on souligné. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de signature, le directeur général adjoint de Tradifoot, Walid Benahmed, a indiqué que le lancement de la première ligne de production est prévu au cours de l'année 2026, tandis que la production effective débutera en 2027, précisant que l'investissement consacré à ce projet est estimé à plus de 10 millions de dollars.

L'entreprise, poursuit-il, ambitionne de développer progressivement l'unité industrielle implantée dans la zone industrielle de Baba Ali (Alger), pour atteindre à terme quatre lignes de production, avec une capacité annuelle globale de 2 millions de paires. M. Benahmed a également souligné que l'objectif est, à moyen terme, d'exporter les chaussures Skechers « Made in Algeria » vers les marchés africains, arabes et européens, estimant que cette initiative pourrait constituer une première susceptible de favoriser l'émergence d'un tissu industriel local dans le secteur de la chaussure et d'encourager l'implantation d'autres franchises internationales. Dans ce cadre, il a affirmé que l'Algérie dispose des ressources humaines et des capacités matérielles nécessaires pour devenir un pôle industriel en mesure d'exporter sa production vers les marchés internationaux. Le responsable a, par ailleurs, indiqué que Tradifoot vise, à travers cette initiative, à renforcer sa présence commerciale sur l'ensemble du territoire national, afin de couvrir de manière plus large le marché algérien et d'étendre son réseau à toutes les wilayas du pays.

INVESTISSEMENT

Le directeur général de l'agence bosnienne en visite en Algérie

Dans le cadre du renforcement des relations de coopération économique et d'investissement entre l'Algérie et la Bosnie-Herzégovine, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkach, a reçu ce dimanche 21 juin 2026, au siège de l'agence, le directeur général de l'Agence bosnienne de promotion des investissements étrangers (FIPA), Marko Kubatlija, ainsi que la vice-présidente de l'Organisation stratégique

des employeurs bosniens (SBO), Edita Turković. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la participation d'une importante délégation bosnienne composée d'hommes d'affaires et d'investisseurs à la 57^e édition du Salon international d'Alger, prévue du 22 au 27 juin 2026 à Alger. La rencontre a permis de présenter les missions respectives des deux agences dans la promotion et l'accompagnement de l'investissement dans leurs pays, ainsi que leur rôle

dans le suivi des projets jusqu'à leur mise en exploitation. À cette occasion, le directeur général de l'AAPI a présenté le climat des affaires en Algérie ainsi que les formes engagées pour améliorer l'attractivité du pays en matière d'investissement. Il a également mis en avant les opportunités disponibles dans plusieurs secteurs, notamment les mines, l'agriculture et les cultures stratégiques, l'industrie, ainsi que l'énergie et les énergies renouvelables.

Les deux parties ont par ailleurs examiné les moyens de renforcer la coopération entre l'AAPI et la FIPA dans le domaine de la promotion de l'investissement. Elles ont convenu d'élaborer un mémorandum d'entente définissant les mécanismes de collaboration, notamment en matière d'échange d'expertise et de bonnes pratiques, ainsi que de partage d'informations sur les opportunités d'investissement dans les deux pays.

R.E.

LG ELECTRONICS ALGÉRIE-HAMOUD BOUALEM

Lancement de l'opération de co-branding « Partners of DZ Vibes »

Lorsque le patrimoine des boissons algériennes rencontre un leader mondial de la technologie, une nouvelle forme de synergie s'impose. LG Electronics Algérie et Hamoud Boualem annoncent le lancement de leur opération de co-branding inédite : « Partners of DZ Vibes ».

Cette collaboration réunit deux univers emblématiques autour d'une ambition commune : créer des expériences de marque ancrées dans le quotidien, tout en incarnant une vision moderne et contemporaine de l'Algérie. Elle marque la rencontre entre héritage culturel et innovation technologique, donnant naissance à un territoire partagé où la technologie dialogue avec la culture populaire.

Une rencontre portée par l'esprit DZ

À travers cette initiative, LG Electronics Algérie renforce son ancrage local en s'associant à une marque historique, symbole d'authenticité et de proximité. De son côté, Hamoud Boualem affirme sa capacité à

s'ouvrir à des collaborations ambitieuses, tout en restant fidèle à son identité et à son héritage.

À travers ce partenariat, deux marques profondément ancrées dans le quotidien des Algériens unissent leurs forces pour proposer des expériences de marque toujours plus proches des attentes des consommateurs.

Une mécanique promotionnelle simple, directe et engageante

Dans le cadre de « Partners of DZ Vibes », les consommateurs de Hamoud Cola pourront tenter de remporter 100 téléviseurs LG UHD 50 pouces. L'opération, lancée en juin 2026, se déroulera jusqu'au 31 juillet 2026 sur l'ensemble du territoire national, offrant aux consommateurs une période de participation étendue.

Le dispositif repose sur une mécanique accessible : « Acheter une bouteille de Hamoud Cola Édition Limitée ; vérifier si le bouchon est gagnant ; photographier le

bouchon gagnant ; Scanner le QR code présent sur l'étiquette et soumettre les informations requises pour validation ». Une expérience qui transforme un geste simple du quotidien en interaction digitale immédiate.

Le point de départ d'une collaboration durable

Au-delà de cette première activation, « Partners of DZ Vibes » marque le début d'un partenariat appelé à s'inscrire dans la durée entre LG Electronics Algérie et Hamoud Boualem.

Les deux marques ambitionnent de développer de nouvelles activations communes, pensées pour surprendre, engager et renforcer le lien avec les consommateurs. En réunissant l'héritage émotionnel de Hamoud Boualem et la puissance d'innovation de LG Electronics, ce partenariat ouvre la voie à une nouvelle génération de collaborations de marque, ancrées localement et tournées vers l'avenir.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA 57^e FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER S'OUVRE AUJOURD'HUI

Un carrefour de coopération et d'opportunités d'affaires

C'est parti ! Le rendez-vous économique incontournable, la Foire internationale d'Alger (FIA), dans sa 57^e édition, ouvrira ses portes aujourd'hui, lundi, au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger. Selon les organisateurs, une forte participation nationale et internationale est attendue à cette FIA 2026, avec l'Espagne comme invitée d'honneur.

Par Zahir R.

Placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la Foire internationale d'Alger, qui se poursuivra jusqu'au 27 juin courant, est placée sous le thème : « Confiance et stabilité pour une croissance durable ». Considérée comme l'un des événements économiques et commerciaux nationaux les plus en vue, permettant de mettre en avant les capacités productives nationales et de renforcer les opportunités d'affaires, de partenariat et d'investissement, la FIA offre un espace privilégié d'échanges entre acteurs économiques aux niveaux national et international.

Organisée sous l'égide du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, la FIA couvrira plusieurs secteurs d'activité, dont l'agroalimentaire, l'électricité, l'électroménager, l'industrie mécanique, la sidérurgie, les industries manufacturières, les travaux publics et le bâtiment, ainsi que le secteur

des services. La participation de l'Espagne en tant qu'invitée d'honneur à cette édition témoigne de « la dynamique positive que connaissent les relations algéro-espagnoles », souligne Algeria Exhibitions, filiale du groupe SAFEX, y voyant une opportunité pour « renforcer la coopération bilatérale et explorer de nouvelles perspectives de partenariat entre les entreprises algériennes et espagnoles dans plusieurs secteurs stratégiques ».

Cette édition sera marquée par l'organisation, au niveau du Pavillon Palestine, du 23 au 25 juin, d'une série de conférences et de séances de débat thématiques, avec la participation d'experts, de responsables et d'opérateurs économiques. La première journée sera consacrée à la coopération africaine et à l'intégration économique. Les discussions porteront sur les perspectives de coopération Sud-Sud, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et la place de l'Algérie à la lumière des mutations géopolitiques mondiales.

La deuxième journée sera axée sur l'investis-

tissement, le financement et la coopération algéro-espagnole, l'occasion pour les participants de passer en revue le climat des affaires en Algérie, les mécanismes d'accompagnement des investisseurs étrangers et les perspectives de développement et de partenariat économique entre l'Algérie et l'Espagne.

La question des ressources minières et de l'innovation technologique sera au programme du troisième et dernier jour des conférences. L'accent sera mis sur le potentiel algérien et les opportunités d'investissement dans ce secteur, en plus du rôle de l'innovation et de l'intelligence artificielle dans le soutien à la transition économique et au transfert de technologie, selon la même source.

La 56^e édition de la Foire internationale d'Alger, qui s'est tenue l'année dernière, avait enregistré une participation record estimée à 684 entreprises, dont 539 entreprises algériennes et 145 entreprises étrangères provenant de 31 pays, avec le Sultanat d'Oman comme invité d'honneur.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

De nouvelles perspectives de partenariat avec les équipementiers allemands

Par Réda Hadi

La prochaine mission économique allemande prévue en Algérie du 28 juin au 3 juillet suscite un vif intérêt dans les milieux industriels et économiques. Organisée sous l'égide de la Chambre allemande de commerce et d'industrie, cette visite réunira six entreprises spécialisées dans l'industrie automobile et la fabrication de composants. L'objectif affiché est d'explorer les opportunités d'investissement et de partenariat dans un secteur considéré comme stratégique pour la diversification de l'économie nationale.

Pour les experts, cette mission intervient à un moment crucial pour l'industrie automobile algérienne, engagée depuis quelques années dans une profonde restructuration destinée à rompre avec les pratiques du passé basées essentiellement sur l'assemblage de véhicules à partir de kits importés.

Selon le docteur en économie et professeur à l'Université d'Alger, Mohamed Bacha, qui était l'invité de nos confrères de la radio nationale, l'Algérie cherche aujourd'hui à bâtir une véritable industrie automobile intégrée et non plus un simple marché de montage. Il rappelle que le cadre réglementaire adopté en 2022, puis renforcé en 2024, impose désormais aux constructeurs un objectif progressif d'intégration locale pouvant atteindre au moins 30 % après cinq années d'activité. Cette orientation marque une rupture avec le modèle du CKD-SKD qui a longtemps dominé le secteur. « Les expériences précédentes n'ont pas produit les résultats attendus en matière de dévelop-

pement industriel et ont parfois généré des effets contre-productifs pour l'économie nationale », souligne l'universitaire. L'un des principaux défis auxquels l'Algérie est confrontée demeure le développement de la sous-traitance automobile. Malgré les ambitions affichées, le taux réel d'intégration locale reste encore faible et ne dépasserait pas, selon plusieurs estimations, les 5 % dans certaines activités. Or, l'industrie automobile moderne repose essentiellement sur un vaste réseau de fournisseurs et de sous-traitants. Dans les grands pays producteurs, chaque emploi créé chez un constructeur automobile génère plusieurs emplois dans les entreprises qui fabriquent les composants et les pièces détachées. Mohamed Bacha rappelle qu'au sein des grandes industries automobiles mondiales, notamment allemandes, un salarié travaillant directement chez le constructeur est généralement soutenu par une douzaine de travailleurs employés dans des entreprises de sous-traitance.

Cette réalité met en évidence l'ampleur du retard à combler en Algérie. Pour atteindre les objectifs fixés par les pouvoirs publics, il ne suffit pas d'assembler des véhicules. Il faut bâtir tout un écosystème industriel capable de produire localement les milliers de composants entrant dans la fabrication d'une automobile.

Les constructeurs automobiles internationaux appliquent des standards extrêmement rigoureux en matière de sécurité, de fiabilité et de traçabilité des pièces. Les fournisseurs sont soumis à des procédures de certification complexes avant d'être intégrés dans la chaîne de production. « Produire une pièce ne suffit pas. Il faut

qu'elle respecte les normes internationales et réponde aux exigences des constructeurs », insiste Mohamed Bacha.

La difficulté est d'autant plus grande qu'un véhicule moderne est composé d'environ 12 000 pièces, dont près de 4 000 composants spécifiques qui ne se répètent qu'une seule fois dans le véhicule. Chacune de ces pièces doit répondre à des critères stricts de qualité et de sécurité. Dans ce contexte, la mise à niveau des entreprises algériennes apparaît comme une priorité absolue. Les industriels locaux doivent investir davantage dans la certification, les technologies de production, les laboratoires de contrôle et les systèmes de management de la qualité.

Le savoir-faire allemand comme levier de développement

L'intérêt de la coopération avec les entreprises allemandes dépasse largement le simple investissement industriel. Pour l'économiste, le véritable enjeu réside dans le transfert de savoir-faire et de compétences.

L'Allemagne est mondialement reconnue pour son modèle de formation duale, qui associe enseignement théorique et expérience pratique en entreprise. Ce système permet aux travailleurs de maintenir un haut niveau de qualification tout au long de leur carrière et d'accompagner l'évolution technologique permanente des processus industriels. L'Algérie pourrait tirer un grand bénéfice de ce modèle, notamment dans les métiers de la mécanique, de l'électronique automobile, de l'automatisation industrielle et de la maintenance avancée.

GAZ NATUREL

L'engagement de l'Algérie au sein du GECF salué

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a souligné, hier à Alger, lors de l'audience qu'il a accordée au Secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Philip Mshelbila, l'engagement de l'Algérie à poursuivre les efforts visant à renforcer le dialogue et la coopération entre les pays membres du GECF, à œuvrer au développement des projets contribuant au renforcement de la sécurité énergétique et à promouvoir la place du gaz naturel dans le mix énergétique mondial, indique un communiqué du ministère. L'audience s'est déroulée en présence de la délégation accompagnant M. Mshelbila, qui effectue une visite en Algérie, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bekhti, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, du directeur de l'Institut de recherche sur le gaz (GRI), basé à Alger, Azzedine Adjeb, et de cadres du secteur.

A cette occasion, M. Arkab a mis en avant la longue expérience cumulée par l'Algérie dans l'industrie du gaz naturel depuis plus de six décennies, tant dans les domaines de l'exploration, de la production, du transport, de la liquéfaction, que de la commercialisation, réitérant la disposition de l'Algérie à mettre cette expertise au service du Forum et de ses pays membres à travers le renforcement de la coopération technique et scientifique et l'échange des meilleures pratiques.

De son côté, M. Mshelbila a salué le rôle central de l'Algérie au sein du Forum ainsi que "sa contribution active dans le soutien du processus de coopération entre les pays membres, sans oublier ses efforts en vue d'assurer la réussite du GRI et promouvoir la place du Forum sur la scène énergétique internationale". La rencontre a, par ailleurs, permis aux deux parties d'échanger les vues sur les développements des marchés mondiaux du gaz naturel ainsi que sur les défis auxquels fait face l'industrie gazière à la lumière des mutations géopolitiques et économiques actuelles, notamment ceux liés à la sécurité des approvisionnements, à la durabilité des investissements et à l'évolution de la demande mondiale sur le gaz naturel.

Ils ont, en outre, mis l'accent sur la nécessité de renforcer la coordination et la concertation entre les Etats membres du Forum, en application des conclusions du 7^e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du GECF, tenu à Alger en mars 2024, notamment celles contenues dans la "Déclaration d'Alger", ainsi que sur l'importance stratégique du gaz naturel en tant que ressource essentielle pour la sécurité énergétique mondiale et pilier majeur de la transition énergétique, en vue de garantir une transition équilibrée et équitable prenant en considération les spécificités des pays producteurs et les besoins des pays consommateurs. Ils ont également insisté sur la nécessité de poursuivre l'investissement dans les différents maillons de la chaîne de valeur gazière afin de garantir la sécurité des approvisionnements et la stabilité des marchés à long terme.

Les discussions ont également porté sur le projet stratégique du TSGP, reliant l'Algérie, le Niger et le Nigeria, et contribuant au renforcement de l'intégration économique et du développement durable dans la région, ainsi qu'au soutien de la sécurité énergétique des pays de transit et des marchés internationaux. Les deux parties se sont félicitées des progrès enregistrés et du lancement effectif de la concrétisation de ce projet majeur, qui traduit la volonté des trois pays de renforcer leur coopération et leur partenariat énergétique. Evoquant le rôle croissant du GECF en tant que plateforme stratégique de dialogue et de coopération entre les pays producteurs de gaz, les deux parties ont souligné l'importance de renforcer la contribution du Forum à l'analyse des évolutions des marchés énergétiques mondiaux et à l'élaboration de visions communes permettant de consolider la position des Etats membres dans les foras internationales liés à l'énergie.

Par R. E.

DOUANES

**Le Général-major
Bakhouche inaugure le
cercle régional de
Constantine**

Le Directeur général des douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouche, a inauguré samedi le Cercle régional des douanes de Constantine. En visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Constantine, accompagné du chef de l'exécutif local, Abdelkhalek Sayouda, le Général-major Bakhouche a écouté des explications sur cette structure qui comprend un espace d'hébergement pour des cadres et un célibatorium, d'une capacité totale de 150 lits, ainsi qu'un musée, un club culturel, un club sportif, une salle de body building, une salle de prière, une salle de réception moderne et un restaurant moderne pouvant servir jusqu'à 250 repas par jour. La réalisation de cette infrastructure s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie et d'accueil des douaniers et de renforcement des espaces sociaux, culturels et sportifs de ce corps, a-t-on indiqué.

Le Directeur général des douanes a entamé sa visite à Constantine par l'inspection du nouveau siège des Douanes qui dispose de la recette principale des douanes de Constantine et l'inspection principale des brigades de Constantine. Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'état des installations relevant de ce corps constitué et de l'évaluation des conditions de travail, contribuant ainsi à améliorer l'efficacité opérationnelle et à offrir aux douaniers les conditions optimales pour exercer pleinement leurs fonctions, selon les explications données sur place.

R. E.

À PARTIR DU 10 JUILLET

**Les banques ouvriront chaque samedi
de 9 h à 12 h**

L'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) a annoncé la mise en place d'une permanence bancaire chaque samedi de 9h à 12h à partir du 10 juillet 2026. Cette mesure, demandée par la Banque d'Algérie afin de faciliter l'accès des citoyens aux services bancaires, s'accompagnera d'un réaménagement des horaires de travail du personnel concerné. « Nous avons l'honneur de vous informer que l'ABEF a été rendue destinataire d'un courrier émanant de la Banque d'Algérie, nous informant que dans le cadre de l'amélioration de l'accès des citoyens aux services bancaires et de la facilitation de l'accomplissement de leurs opérations, il vous est demandé de bien vouloir mettre en place une permanence bancaire au profit de la clientèle chaque samedi, de 09h00 à 12h00 », lit-on dans le courrier daté du 17 juin en cours.

Et de préciser : « Aussi et afin de garantir le respect de la durée légale hebdomadaire du travail prévue par la réglementation en vigueur, les banques sont invitées à aménager les horaires de travail des personnels concernés par cette permanence, notamment par une réduction de quatre (04) heures de travail au cours de la journée du jeudi, ou selon toute autre organisation permettant de maintenir le volume horaire réglementaire, conformément aux dispositions de la loi n° 90-11 du 21 avril 1990, modifiée et complétée. » À cet effet, nous vous prions de bien vouloir prendre toutes les dispositions organisationnelles nécessaires, afin d'assurer la continuité et la qualité des services offerts à la clientèle », indique le document, qui souligne que « ces dispositions entreront en vigueur à compter du 10 juillet 2026 ».

R. E.

VALORISATION DES DÉCHETS D'EMBALLAGES

**Signature d'un partenariat entre
Holcim El-Djazair et DHL**

Holcim El-Djazair, à travers son activité Geocycle, et DHL Global Forwarding Algérie annoncent la signature d'un partenariat stratégique dédié à la valorisation des déchets d'emballages. Cet accord marque une étape décisive dans leur volonté commune d'allier excellence logistique et industrielle avec la préservation de l'environnement.

La cérémonie s'est tenue en présence de M. Adham EL SHARKAWY, Représentant du Groupe Holcim en Algérie, de Mme Karima FAREHA Directrice Geocycle, et de M. Kareem AZIZ, Gérant de DHL Global Forwarding Algérie, illustrant l'engagement au plus haut niveau de ces deux leaders éco-citoyens en matière de responsabilité sociale, précise la société Holcim El-Djazair dans un communiqué.

Cette convention, ajoute-t-il, offre une solu-

tion durable pour la gestion des volumes importants de déchets générés quotidiennement dans les centres de tri et les entrepôts. Elle garantit la prise en charge totale et la valorisation de trois flux majeurs, à savoir les cartons et papiers (boîtes endommagées, suremballages, ...), les plastiques (films étirables, films à bulles, bandes de cerclage, ...) et le bois (palettes de manutention en fin de vie).

L'expertise Geocycle : zéro enfouissement et transparence digitale. Pour concrétiser cette ambition, l'alliance s'appuie sur le savoir-faire éprouvé de Geocycle, pionnier de l'écologie industrielle en Algérie. Grâce à ses trois plateformes de traitement et à sa maîtrise du co-traitement dans les fours cimentiers, Geocycle valorise les déchets en énergie, sans générer le moindre résidu à enfouir. Cette performance environnemen-

tale s'accompagne d'une traçabilité absolue grâce à "mygeocycle", une plateforme numérique inédite sur le territoire national, permettant aux entreprises partenaires de piloter la valorisation de leurs déchets en toute transparence.

Au-delà de cet accord bilatéral, Holcim El-Djazair et DHL Global Forwarding Algérie ambitionnent d'impulser une véritable dynamique nationale, ajoute-t-il. Les deux groupes invitent l'ensemble des opérateurs économiques, industriels et logisticiens soucieux de leur empreinte écologique, à rejoindre ce mouvement. C'est en mutualisant les efforts et en repensant les chaînes de valeur que l'Algérie réussira sa transition vers une économie circulaire pérenne et créatrice de valeur pour tous.

Z. R.

MISE À NIVEAU DES CENTRES DE SOINS EN ADDICTOLOGIE

**Organisation d'un séminaire national à Alger
par le ministère de la Santé**

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a présidé, samedi à l'Ecole nationale de management et de l'administration de la santé (ENMAS) à Alger, l'ouverture du Séminaire national de mise à niveau des centres de soins en addictologie.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de cadres de l'administration centrale du ministère, de la directrice de l'ENMAS, de représentants de secteurs partenaires, ainsi que de professionnels de la santé, d'enseignants et de spécialistes des soins en addictologie au niveau national et à l'étranger. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a affirmé que cette rencontre, qui vient renforcer les capacités des personnels des centres de soins en addictologie, s'inscrit dans le cadre des "efforts constants visant à développer et à renforcer la prise en charge des patients souffrant d'addictions et à promouvoir la qualité des soins et de la prévention".

Le ministre a souligné que l'Algérie a connu, de-

puis la création des premiers centres spécialisés dans la lutte contre l'addiction aux drogues à la fin des années 1990, un développement "progressif et constant", notant que le réseau national de lutte contre la toxicomanie regroupe actuellement cinq centres hospitalo-universitaires spécialisés dans les soins en addictologie et 50 centres de soins en milieu extérieur, répartis à travers les différentes wilayas du pays.

M. Ait Messaoudene a précisé que cette session intervient dans un contexte marqué par "l'intensification des efforts de l'Etat, en application des orientations des hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour faire face au phénomène de l'addictologie, sous toutes ses formes, et réduire son impact sanitaire et socioéconomique".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 18 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	الذنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	85	97	73	البطاطا
	Tomate	83	98	68	الطماطم
	Oignon sec	65	74	57	البصل الجاف
	Ail sec	658	753	564	الثوم الجاف
	Ail vert	285	309	261	الثوم الأخضر
	Carotte	88	100	76	الجزر
	Navet	98	111	86	اللفت
	Poivron	134	150	117	الفلفل الأخضر
	Piment	134	151	117	الفلفل الحار
	Courgette	71	84	59	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	148	168	128	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	95	107	83	الخس
	Pomme locale	579	716	441	التفاح المحلي
	Datte	497	619	374	التمر
	Banane	503	524	481	الموز
Produits d'origine animale	Melon	127	146	107	البطيخ الاصفر
	Pastèque	79	91	67	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	2009	2147	1870	لحم البقر المحلي
المنتجات ذات الاصل الحيواني	Poulet de chair	382	395	370	الدجاج
	(Eufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	103	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,18	-10,00	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1398,00	0,07	0,04	-0,65	8,99	5,56	77595	108 477 810,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	2510,00	0,00	0,05	1,19	6,67	6,37	1191	2 989 410,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2194,00	+4,98	5,41	-1,49	10,46	5,70	27878	61 164 332,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,01	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,82	4,21	4,72	0	0,00

SORTIE DE L'ALGÉRIE DE LA LISTE GRISE DU GAFI

Un signal fort pour les investisseurs

Le retrait de l'Algérie de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) ouvre de nouvelles perspectives pour l'économie nationale. Cette décision constitue un signal fort adressé aux investisseurs, aux partenaires financiers internationaux et aux opérateurs économiques, en consacrant les progrès réalisés en matière de transparence financière, de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

Par Selma R.

Ce nouveau statut représente désormais un atout supplémentaire pour l'Algérie dans sa stratégie visant à renforcer son intégration dans les circuits financiers internationaux et à soutenir la transformation de son économie. Invité de la « Chaîne III » de la Radio nationale, l'économiste, consultant et expert financier Idir Saci a souligné que cette sortie représente bien plus qu'une simple correction technique. Selon lui, « il s'agit d'un véritable passeport économique qui permet à l'Algérie d'améliorer sa crédibilité auprès des institutions financières internationales et des investisseurs étrangers ».

L'intégration de l'Algérie dans la liste grise en 2024 résultait d'un ensemble d'insuffisances identifiées dans le dispositif national de prévention et de contrôle. Parmi celles-ci figuraient la forte circulation de liquidités hors du circuit bancaire, certaines lacunes réglementaires concernant les obligations de conformité des établissements financiers, ainsi que des insuffisances dans l'application des procédures de connaissance du client et d'identification des bénéficiaires effectifs. Pour Idir Saci, ces insuffisances étaient davantage d'ordre technique et organisationnel que structurel. « Le classement de l'Algérie en zone grise ne signifiait pas l'existence d'un système financier défaillant, mais plutôt la nécessité de mettre à niveau certains mécanismes de contrôle et de conformité

afin de les aligner sur les standards internationaux », a-t-il expliqué.

La rapidité avec laquelle l'Algérie a quitté cette liste témoigne de la mobilisation des pouvoirs publics et des différentes institutions concernées. Plusieurs réformes législatives et réglementaires ont été engagées dans des délais relativement courts, accompagnées d'un important travail de coordination entre la Banque d'Algérie, les banques commerciales, les autorités judiciaires et les services de contrôle.

L'une des évolutions majeures a consisté à adopter une approche fondée sur les risques. Cette méthode permet d'ajuster les dispositifs de surveillance en fonction du profil réel des clients et de la nature des opérations effectuées, évitant ainsi des restrictions excessives susceptibles de pénaliser l'activité économique ou de décourager la bancarisation. Selon l'expert financier, cette approche constitue « une avancée essentielle qui permet de concilier les exigences de conformité avec les impératifs de développement économique ».

Il estime que l'objectif n'est pas de multiplier les contraintes administratives, mais de renforcer l'efficacité des contrôles tout en maintenant l'accès des citoyens et des entreprises aux services bancaires. Les retombées positives de cette sortie devraient rapidement se faire sentir dans les relations financières internationales. Les établissements bancaires algériens pourront désormais évoluer dans un environnement plus favorable, marqué par une réduction des coûts de certaines opéra-

tions et une plus grande fluidité des transferts financiers transfrontaliers. « Lorsqu'un pays figure sur la liste grise, les institutions financières étrangères appliquent généralement des procédures de vigilance renforcée qui ralentissent les transactions et augmentent leurs coûts. Le retrait de cette liste améliore considérablement les conditions d'interaction avec les partenaires internationaux », a expliqué Idir Saci.

Cette évolution est également perçue comme un facteur susceptible de renforcer l'attractivité de l'Algérie auprès des investisseurs étrangers. Dans un contexte de diversification économique et de recherche de nouveaux partenariats industriels, la confiance joue un rôle déterminant dans les décisions d'investissement. Pour l'expert, « les investisseurs sérieux recherchent avant tout un environnement transparent, prévisible et conforme aux standards internationaux. La sortie de la liste grise envoie précisément ce message ».

Il ajoute que cette reconnaissance internationale permet également à l'Algérie de se prémunir contre le risque d'isolement financier qui pourrait résulter d'un maintien prolongé sous surveillance renforcée. Cette réussite ne doit pas être considérée comme une finalité. « La sortie de la liste grise n'est pas une ligne d'arrivée mais une ligne de départ », a affirmé Idir Saci, rappelant que les normes du GAFI continuent d'évoluer et que de nouvelles exigences sont déjà prévues dans le cadre des standards internationaux de 2026.

GESTION ET RÉGULATION DU MARCHÉ DES PNEUMATIQUES

Vers l'importation de 3,5 millions d'unités supplémentaires

Par S. R.

Le marché algérien des pneumatiques s'oriente vers une nouvelle phase de stabilisation avec l'annonce prochaine d'un appel d'offres portant sur l'importation de 3,5 millions de pneus supplémentaires. Cette opération, pilotée par Naftal dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par les pouvoirs publics, vise à consolider les acquis enregistrés ces derniers mois en matière d'approvisionnement, de lutte contre la spéculation et de régulation des prix.

En déplacement à Naâma, le Président-directeur général de Naftal, Djamel Cherdoud, a dressé un bilan positif des opérations d'importation engagées depuis le début de l'année pour mettre fin aux tensions qui pesaient sur le marché national. Selon lui, les résultats obtenus sur le terrain démontrent l'efficacité de l'intervention de l'État face à des pratiques spéculatives qui ont longtemps pénalisés les automobilistes. « Sur un programme initial d'un million de pneus, nous avons déjà réceptionné 700 000 unités en l'espace de cinq mois », a-t-il indiqué au micro de la chaîne « Ennahar TV », précisant que près de 500 000 pneus ont d'ores et déjà été injectés à travers le réseau national de distribution.

Cette première phase d'approvisionnement a non seulement permis de renforcer l'offre disponible, mais elle a également été marquée par une exigence stricte en matière de qualité. Le premier responsable de l'entreprise a souligné que Naftal a privilégié des marques reconnues à l'international, répondant aux normes de sécurité et de performance attendues par les usagers. L'effet le plus visible de cette démarche demeure la baisse significative des tarifs. Confronté auparavant à une envolée des prix alimentée par la rareté du produit, le marché a amorcé une correction importante dès l'arrivée des premiers lots. « L'objectif principal était de protéger le citoyen contre la spéculation et de rétablir un équilibre sur le marché », a-t-il expliqué, rappelant que le prix de certains pneumatiques est ainsi passé d'environ 24 000 dinars à près de 13 000 dinars.

Pour encadrer cette opération et mettre un terme aux pratiques spéculatives, Naftal a parallèlement déployé une plateforme numérique dédiée à une distribution transparente et équitable. Conçu pour limiter les situations de monopole, ce dispositif a rapidement mis en lumière l'ampleur des tentatives de fraude. « Nous avons enregistré près de 25 000 tentatives d'inscription frauduleuses de personnes cherchant à contour-

ner le dispositif », a révélé le PDG.

Face à cette situation, l'entreprise a renforcé ses mécanismes de contrôle en imposant la présentation obligatoire de la carte grise lors de l'achat. Cette mesure garantit une traçabilité totale et empêche les acquisitions multiples destinées à la revente illicite. « La carte grise nous permet de vérifier l'identité du bénéficiaire et de bloquer toute tentative d'acquisition répétée à des fins spéculatives », a-t-il soutenu, assurant que les produits profitent exclusivement aux propriétaires de véhicules.

Fort de ce succès opérationnel, Naftal prépare désormais la seconde étape de sa stratégie de régulation du marché. L'entreprise s'appête à lancer un appel d'offres international portant sur l'importation de 3,5 millions de pneumatiques supplémentaires. Ce volume important devrait permettre de répondre durablement à la demande nationale, de préserver les baisses de prix enregistrées ces derniers mois et d'assurer une disponibilité régulière du produit sur l'ensemble du territoire. Confiant, Djamel Cherdoud a d'ailleurs fixé un objectif précis : « Nous nous engageons à ce que la crise des pneumatiques soit définitivement réglée avant la fin du mois de septembre », a-t-il assuré.

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

L'économie et le développement local au cœur de la campagne

La campagne pour les législatives du 2 juillet entre dans sa phase décisive. Multipliant les déplacements et les meetings à travers les wilayas, les responsables des partis politiques mettent l'accent sur la nécessité d'une participation massive au scrutin, tout en exposant leurs visions respectives pour l'avenir économique et social du pays. Depuis Guelma, le président du parti Sawt Echaâb, Lamine Osmani, a souligné l'importance d'une forte mobilisation des citoyens pour élire une Assemblée populaire nationale (APN) capable de répondre aux aspirations de la population et de poursuivre le processus de développement national. Il a insisté sur la nécessité de choisir des candidats compétents, aptes à assumer leurs missions législatives et de contrôle, tout en portant efficacement les préoccupations des citoyens. À Tizi Ouzou, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a, pour sa part, appelé à préserver les acquis démocratiques à travers une participation massive au scrutin. Présentant les grandes lignes du programme de son parti, elle a mis l'accent sur le développement durable, la sécurité alimentaire et la réduction de la dépendance aux marchés extérieurs, qu'elle considère comme des enjeux liés à la souveraineté nationale. À M'Sila, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Moulder Bouden, a affirmé que les candidats de sa formation s'engagent à poursuivre les efforts de consolidation des acquis économiques et sociaux enregistrés ces dernières années. Selon lui, le programme du parti repose sur une vision visant à améliorer l'efficacité des politiques de développement et de renforcer la prise en charge des préoccupations citoyennes à travers une meilleure coordination avec les autorités compétentes. De son côté, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelali Hassani Cherif, a plaidé, lors d'un meeting à Médéa, pour une valorisation optimale des ressources humaines et économiques du pays. Il a estimé que l'exploitation efficace du potentiel national permettrait la création de pôles agricoles, industriels et technologiques capables de soutenir durablement la croissance économique et de renforcer la souveraineté économique du pays. À Djelfa, le président du Parti de l'Unité nationale et du développement (PUND), Mohamed Dif, a mis l'accent sur la nécessité de soutenir davantage l'investissement local à travers le renforcement des mécanismes d'accompagnement et la création de nouvelles zones industrielles et zones d'activités. Il a également insisté sur le rôle du futur Parlement dans l'accompagnement des politiques publiques de développement dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé, l'industrie et l'artisanat. À Biskra, le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Djamel Benabdeslam, a appelé les citoyens à exercer leur droit de vote en toute responsabilité et à choisir des candidats capables de préserver les acquis réalisés et de contribuer à l'accélération du développement économique. Il a également mis en avant la nécessité de poursuivre la consolidation des institutions de l'État et de renforcer l'efficacité de l'action parlementaire. Au fil des interventions, les questions économiques ont occupé une place centrale dans les discours des responsables politiques. Promotion de l'investissement, soutien à la production nationale, développement des territoires, création d'emplois, sécurité alimentaire et amélioration du climat des affaires figurent parmi les principaux thèmes abordés durant cette campagne.

Synthèse R. E.

CONSTANTINE
Production
céréalière
prévisionnelle de
plus de 2,5 millions
de quintaux

Le secteur agricole dans la wilaya de Constantine, prévoit la réalisation au titre de la campagne moissons-battages de la saison 2025-2026, d'une production céréalière dépassant 2,5 millions de quintaux, a indiqué samedi le chef de l'exécutif local, Abdelkhalek Sayouda. S'exprime en marge du lancement de cette nouvelle campagne depuis l'exploitation agricole Mahmoud Bencheikh Lefgoune, situé dans la commune de Messaoud Boudjeriou, le même responsable a indiqué qu'une moisson record de céréales est attendue pour la saison agricole en cours grâce à la disponibilité en quantités suffisantes de semences et d'engrais et aux conditions climatiques favorables (plus de 550 mm de pluviométrie). Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mis en place pour assurer le bon déroulement de cette opération qui ciblera plus de 90.000 hectares, a souligné le chef de l'exécutif local qui a appelé à une mobilisation des agriculteurs et des riverains pour mettre en œuvre des mesures de prévention strictes afin de protéger les zones agricoles et les sites forestiers contre les incendies. Il est à noter que la campagne moisson-battages 2025-2026, a été lancée en présence, entre autres, des cadres de la direction des services agricoles (DSA) et de la Chambre d'agriculture de la wilaya (CAW) en plus des élus de l'Assemblée populaire communale de Messaoud Boudjeriou.

APS

TINDOUF

Importants travaux d'aménagement des piscines de la wilaya pour assurer le succès de la saison estivale

Les travaux d'aménagement et de préparation des piscines et bassins publics de la wilaya de Tindouf sont sur le point d'être achevés, dans le cadre d'une vaste opération visant à garantir la disponibilité de ces infrastructures et à accueillir les vacanciers dans les meilleures conditions, à l'occasion du lancement de la saison estivale, à-on informé, samedi, auprès de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS).

Ces travaux comprennent des opérations de nettoyage, de démontage et de traitement au chlore, ainsi que des interventions régulières d'entretien et de peinture. Ils englobent également les dernières opérations techniques liées à l'aménagement des bassins et au réglage des équipements, afin d'assurer la mise en service des piscines dans des conditions optimales de sécurité et de confort. Au niveau de la piscine du complexe sportif "El Hamel El Hamel", situé dans le quartier El Khenegua à Tindouf, les dernières retouches sont en cours. Elles concernent notamment le remplissage du bassin, l'élaboration du programme de baignade libre et la répartition des séances d'entraînement destinées aux groupes sportifs, qui pourraient dépasser six groupes par jour, à raison d'une trentaine d'enfants par groupe, dans le cadre d'une organisation rigoureuse des activités. Le directeur par intérim de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Senhour, a indiqué que l'ensemble des dispositions techniques et organisationnelles est quasiment finalisé et que l'ouverture des piscines interviendra dans les prochains jours. Il a ajouté qu'un programme quotidien complet a été élaboré, tenant compte des différentes tranches d'âge et combinant formation sportive et activités récréatives. Ces programmes permettront à plus de 200 enfants par jour de bénéficier des activités proposées, dans le ca-



dre de la promotion de la pratique de la natation et de l'élargissement du nombre de bénéficiaires durant la saison estivale, at-il ajouté. La piscine devrait également accueillir des séances de formation destinées aux enfants et aux jeunes souhaitant apprendre à nager ou perfectionner leurs compétences. Une attention particulière sera accordée au suivi régulier des opérations de nettoyage et d'entretien, afin de garantir la qualité de l'eau et le respect des normes sanitaires et de sécurité. Par ailleurs, la piscine « Chahid Ali Ammar » poursuit ses activités selon un pro-

gramme d'exploitation reposant sur la vidange des bassins, leur nettoyage, leur remplissage et leur traitement avec des produits désinfectants, afin d'assurer la continuité du service dans les meilleures conditions. Les services chargés de la gestion des deux piscines ont fait état d'une fréquentation importante depuis le début de la saison, reflétant l'intérêt croissant des habitants de la wilaya pour ces espaces de loisirs et de pratique sportive, qui constituent un lieu de détente essentiel pendant la période estivale.

APS

EL-MENIAA

Plusieurs projets retenus en 2026 pour renforcer le réseau de télécommunications

Plusieurs projets ont été retenus en 2026 dans la wilaya d'El-Meniaa, en faveur du secteur des télécommunications, dans le but d'étendre et d'améliorer la couverture téléphonique et les services d'internet, à-on informé des services de la wilaya. Profitant aux différentes régions de la wilaya, notamment les nouvelles zones urbaines et les axes routiers à haute densité de circulation, ces opérations, destinées à accroître les capacités du réseau de téléphonie mobile, ont donné lieu jusqu'ici à la mise en service de trois (3) nou-

veaux sites aux quartiers Belaid, Sidi El-Hadj Bahous et Belbachir, et à un programme prévoyant l'installation de 29 nouvelles antennes, a précisé la cellule de communication de la wilaya. La réalisation de ces équipements a permis de porter à 38 le nombre d'installations du genre exploitées à travers la wilaya d'El-Meniaa, a relevé la source. Il est fait état, à ce titre, de l'achèvement de la réalisation, au niveau des zones de l'auto-construction de Taghit et de Tin-Bouziid, de trois sites devant accueillir les équipements techniques nécessaires en prévision

de leur mise en service. S'agissant de la téléphonie mobile de 4ème génération, le programme prévoit l'équipement de 18 sites pour le dispositif du service 4G+, dans le but d'améliorer la qualité de la téléphonie et du débit Internet, en plus de la conversion de huit (8) sites en service 5G, dont sept sites déjà équipés. Concernant la couverture du réseau routier, il est fait partie du lancement des travaux de réalisation, au niveau la RN-1, de deux (2) nouvelles antennes, à l'intersection El-Meniaa-In-Salah-Timimoun, et au niveau du PK-140 en allant vers In-Salah.

L'opération vise à étendre et améliorer la couverture téléphonique, notamment des axes routiers névralgiques, et désenclaver les exploitations agricoles se trouvant à proximité. La réalisation de cinq (5) nouveaux sites le long de la RN-51 dépendant d'El-Meniaa et Ouargla, dans le but d'améliorer la couverture en services de télécommunications, fait partie du programme de développement des télécommunications dans la région. Ce programme de développement des télécommunications a été au centre de la récente rencontre du

wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, avec le directeur régional de l'entreprise Mobilis, basé à Ouargla, qui a permis de passer en revue le plan de développement de 2026 dans la wilaya d'El-Meniaa. Ces projets examinés, réalisés ou en voie de l'être et visant l'amélioration de la qualité du service, s'inscrivent au titre des efforts de consolidation des infrastructures de télécommunications dans la wilaya et de prise en charge de la demande croissante sur les services de téléphonie mobile et d'Internet.

APS

NÂAMA

Plantation de 3.000 arbustes en milieu urbain au chef-lieu de wilaya

Une campagne de plantation a permis la mise en terre de 3.000 arbustes de différentes espèces dans les espaces verts, les quartiers et les rues du chef-lieu de la wilaya de Nâama, a indiqué, samedi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale. L'opération, qui s'est déroulée au cours des trois derniers mois, a concerné la plantation de 1.000 arbres de haute tige et de 2.000 arbustes ornementaux de diverses variétés au niveau des trottoirs, lieux publics, rues, quartiers et établisse-

ments publics, relevant du territoire communal, a précisé le président de l'APC, Ahmed Allali. Les travaux ont été réalisés par une entreprise spécialisée dans les techniques de plantation, qui a veillé à sélectionner des espèces végétales adaptées aux conditions locales. Le même responsable a souligné que les arbustes font actuellement l'objet d'un suivi régulier sur le terrain, comprenant des opérations d'arrosage et d'entretien à l'aide de la technique du goutte-à-goutte, afin de garantir un taux de réussite supérieur à 98%.

Cette initiative vise à renouveler le couvert végétal dans les zones concernées et à embellir le cadre de vie, notamment dans les quartiers El Houria, El Moustakbal, le quartier de l'habitat évolutif, celui des 80 logements de fonction, des 336 logements locatifs, ainsi que le lotissement des 599 habitations rurales, entre autres, selon la même source. Parallèlement à cette opération, les services communaux mènent des actions de sensibilisation destinées à développer la conscience environnementale auprès de toutes les catégories de la population, en

particulier dans les zones ciblées, et à encourager les citoyens à préserver ces arbres et à en prendre soin. A l'approche de la saison estivale, les mêmes services intensifient également les campagnes de nettoyage de l'environnement urbain, l'aménagement des trottoirs et des places publiques dans plusieurs quartiers résidentiels, ainsi que la rénovation des réseaux d'éclairage public, dans le cadre d'une initiative visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, a ajouté le même responsable.

R E.

PROFITEURS DE GUERRE

Cinq exemples éhontés d'opportunisme et d'escroquerie liés à la guerre en Iran

La guerre fait ressortir le meilleur – et le pire – des Américains, en particulier dans le monde des affaires, au Capitole et à Wall Street.

Par Stavroula Pabst (*)

A lors que le blocus américain du détroit d'Ormuz menace un cessez-le-feu déjà fragile entre les États-Unis et l'Iran, nombreux sont ceux qui, chez nous, cherchent à en tirer profit. Voici cinq exemples d'escrocs, de profiteurs et d'opportunistes en temps de guerre qui se surpassent complètement.

Le PDG de Lockheed Martin : le Pentagone de Trump en temps de guerre, une « occasion en or »

À la fin du mois dernier, Jim Taiclet, PDG de Lockheed Martin, a fait l'éloge de l'administration Trump pour avoir déroulé le tapis rouge à l'industrie de la défense. « C'est une occasion en or en ce moment, compte tenu de la composition du gouvernement » a déclaré Taiclet aux investisseurs lors d'une conférence téléphonique sur les résultats financiers. Il a notamment évoqué la « volonté de changement » des responsables et « la demande qu'ils ont pour ce que nous faisons et ce que font nos partenaires dans notre secteur. »

Cette « demande » est bien sûr la guerre, et l'administration y est pour ainsi dire engagée depuis l'investiture de Trump en 2025, qu'il s'agisse du soutien à Israël dans ses opérations à Gaza et au Liban, des affrontements avec le Houthis, et désormais avec l'Iran. Lockheed a signé des contrats de plusieurs milliards de dollars avec le Pentagone depuis le début de l'année, principalement pour renouveler ses stocks de missiles. Lockheed Martin a également conclu un accord avec le Pentagone pour quadrupler sa production d'intercepteurs THAAD d'ici 2027.

Et les États-Unis ont utilisé bon nombre d'entre eux. Comme l'a révélé le Center for Strategic and International Studies à la fin du mois dernier, les États-Unis ont utilisé plus de 45 % de leurs missiles de frappe de précision (PrSM) et environ la moitié de leurs intercepteurs de défense antimissile THAAD et Patriot.

Pour reconstituer ces stocks, les États-Unis envisagent un éventuel programme supplémentaire lié à la guerre en Iran – dont le coût est estimé entre 80 et 100 milliards de dollars – afin de remplacer les munitions et autres équipements militaires perdus. Selon Mike Fredenburg, dans son reportage pour Responsible Statecraft (RS) en 2024, les États-Unis paient beaucoup trop cher chaque missile, bien plus qu'ils ne le devraient pour, par exemple, un missile SM-2 (entre 1,2 et 2 millions de dollars pièce) ou un SM-6 (plus de 5 millions de dollars pièce), mais comme il n'y a qu'une poignée de maîtres d'œuvre dans ce secteur, ceux-ci peuvent facturer ce qu'ils veulent.

Comme l'explique Stephen Semler, journaliste et cofondateur du Security Policy Reform Institute, à RS : « La pénurie d'intercepteurs sera résolue à la manière préférée du complexe militaro-industriel-congressional : en jetant de l'argent sur le problème. »



Les fils de Trump s'enrichissent grâce à l'industrie des drones

Powerus, une entreprise de drones financée par les fils du président Trump, Eric Trump et Donald Trump Jr., a obtenu la semaine dernière un contrat avec l'armée de l'Air pour un nombre non précisé de drones intercepteurs. Bloomberg a rapporté le mois dernier que Powerus était également en pourparlers avec les Émirats arabes unis au sujet d'une vente potentielle de drones capables de contrer les attaques iraniennes.

Ces derniers mois, les frères Trump se sont lancés à fond dans le secteur des technologies de défense, se positionnant pour tirer profit des guerres menées par leur père. Outre Powerus, Eric Trump a investi dans Xtend, une entreprise israélienne spécialisée dans les drones d'attaque et sous-traitante du ministère américain de la Défense, dont les drones ont été utilisés en Iran dans le cadre d'un contrat de plusieurs millions de dollars conclu avec un gouvernement du Moyen-Orient dont le nom n'a pas été divulgué. Donald Trump Jr., quant à lui, soutient la start-up Unusual Machines, spécialisée dans les composants de drones, et est également associé au sein de la société de capital-risque (VC) 1789 Capital, orientée vers la défense et les technologies.

Keith Kellogg, l'ancien envoyé spécial de Trump en Ukraine, a également rejoint Powerus en tant que conseiller le mois dernier, quelques mois seulement après avoir quitté son poste diplomatique, se positionnant ainsi pour tirer profit de son passage au gouvernement.

Un think tank financé par des entreprises de défense : la guerre contre l'Iran est une bonne affaire !

La semaine dernière, le Pentagone a estimé que la guerre contre l'Iran avait coûté environ 25 milliards de dollars. Matthew Kroenig, directeur principal de l'Atlantic Coun-

cil, un think tank financé par des entreprises de défense, a qualifié ce coût modique de « très bon rapport qualité-prix. » « L'ensemble du budget américain de la défense s'élève à environ 1 000 milliards de dollars et est destiné à faire face à la Chine, à la Russie, à la Corée du Nord et à l'Iran » a écrit Kroenig sur X. « Il n'a fallu que 2,5 % du budget annuel de la défense pour affaiblir sérieusement l'un de ces quatre pays. »

Mais ce sont d'autres qui doivent payer le prix de cette « bonne affaire » de Kroenig. « Je suis sûr que les agriculteurs, les entreprises de transport routier et les autres petites entreprises qui font faillite à cause de la flambée des prix de l'essence ne seront pas surpris d'apprendre qu'un groupe de réflexion financé par l'industrie de l'armement estime que la guerre contre l'Iran est une « très bonne affaire », a déclaré à RS Ben Freeman, directeur du programme « Democratizing Foreign Policy » (Démocratiser la politique étrangère) au Quincy Institute.

Le coût total de la guerre en Iran a fait l'objet de controverses. Les détracteurs ont contesté l'estimation de 25 milliards de dollars avancée par le Pentagone. Des responsables américains ont depuis déclaré à CBS que le conflit avait coûté environ 50 milliards de dollars. Le mois dernier, l'économiste de Harvard Linda Bilmes a prédit que les contribuables paieraient au moins 1 000 milliards de dollars à long terme. Et aucune de ces estimations ne tient compte de l'impact plus large de la guerre sur l'économie mondiale.

Selon le think tank Funding Tracker du Quincy Institute, l'Atlantic Council a reçu près de 13 millions de dollars de la part de sous-traitants du Pentagone depuis 2019.

Parier littéralement sur la guerre

Les marchés prédictifs tels que Polymarket et Kalshi ont apparemment permis à ceux disposant d'informations privilégiées sur les événements de guerre de parier sur leurs issues – et d'en tirer de juteux profits.

Le 23 mars, des traders anonymes ont misé environ 500 millions de dollars sur une baisse des cours du pétrole brut. Cela s'est produit à peine 15 minutes avant que Trump n'annonce que les États-Unis allaient reporter les frappes prévues contre les infrastructures énergétiques iraniennes – ce qui a fait chuter les cours du pétrole. Une autre transaction au timing suspect a eu lieu le 21 avril : des parieurs ont misé environ 430 millions de dollars sur la baisse des prix du pétrole brut, juste avant que Trump n'annonce qu'il prolongerait indéfiniment la trêve entre les États-Unis et l'Iran. Cette annonce a également entraîné une chute des prix du pétrole. Le timing et le montant des fonds engagés dans ces paris ont conduit les experts à affirmer qu'il ne s'agissait pas d'un coup de chance, mais que ces paris avaient probablement été placés sur la base d'informations privilégiées concernant ces annonces.

La Maison Blanche a déclaré qu'elle ne tolérerait pas que des responsables de l'administration tirent profit d'informations privilégiées. Donald Trump Jr. siège au comité consultatif de Polymarket.

Offensive d'influence politique

À la recherche de gains exceptionnels, les fabricants d'armes cherchent à accroître leur influence politique à Washington. Comme l'a rapporté le NOTUS la semaine dernière, les comités d'action politique (PAC) liés à 11 grands fabricants d'armement ont injecté environ 4,7 millions de dollars dans les campagnes électorales fédérales et les comités des partis politiques entre le 1er janvier et le 31 mars. Selon le Washington Times, fin mars, près de trois douzaines d'entreprises s'étaient récemment enregistrées pour exercer des activités de lobbying auprès du gouvernement américain sur des questions liées à la défense et à l'énergie depuis le début du conflit.

Du point de vue des fournisseurs, l'argent est sur la table. Outre une éventuelle enveloppe supplémentaire pour la guerre contre l'Iran, le Congrès examine également la demande de la Maison Blanche visant un budget de défense record de 1 500 milliards de dollars pour l'exercice 2027 – une hausse par rapport au budget de défense de l'exercice 2026, qui avait atteint pour la première fois 1 000 milliards de dollars.

« Chaque année, les sous-traitants du Pentagone reçoivent de plus en plus d'argent des contribuables, puis utilisent une partie de cet argent pour convaincre le Congrès de leur en accorder encore plus l'année suivante » a fait valoir Freeman. « C'est une situation triplement gagnante pour les sous-traitants, les lobbyistes et le Congrès. »

« Les perdants ? Les contribuables américains, qui doivent payer pour ce trafic de guerre corrompu » a déclaré Freeman.

(*) Journaliste pour Responsible Statecraft.

Source : Responsible Statecraft,
Stavroula Pabst, 06-05-2026
Traduit par les lecteurs du site
Les-Crises

AVEC LES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT ISLAMIQUE
La Mauritanie explore de nouveaux mécanismes de soutien au secteur privé et aux marchés financiers

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Abdallahi Ould Cheikh Sidiya, accompagné du gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie, M. Mohamed Lemine Ould Dhehby, a tenu, à Bakou, une séance de travail avec le directeur général de la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) et directeur général par intérim de la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), le Dr Khaled Khalafalla. Cette rencontre, organisée en marge des Assemblées annuelles 2026 du Groupe de la Banque islamique de développement, a porté sur les moyens de renforcer la coopération entre la Mauritanie et ces deux institutions financières spécialisées, ainsi que sur les perspectives d'élargissement de leur contribution au développement du secteur privé national. Les échanges ont notamment permis d'examiner les mécanismes susceptibles d'améliorer l'accès au financement des entreprises mauritaniennes, de consolider les marchés financiers locaux et de renforcer les dispositifs d'assurance et de garantie des investissements destinés aux projets de développement. Les deux parties ont également étudié les opportunités offertes par les produits financiers et les services de conseil proposés par la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), notamment dans les domaines du financement des entreprises, de l'accompagnement des investisseurs et du développement des instruments de marché conformes aux principes de la finance islamique.

Agence

INDICATEURS DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES
L'Arabie saoudite est au premier plan

L'Arabie saoudite a obtenu la troisième place mondiale dans l'indice de soutien à la législation pour la création d'entreprises du World Competitiveness Yearbook 2026, grâce à la simplification des procédures, à l'accélération de la création d'entreprises et au développement du système des entreprises. Selon l'agence de presse saoudienne (SPA), le Royaume a également progressé jusqu'à la quatrième place mondiale dans l'indice d'égalité des chances économiques, reflétant les efforts déployés pour permettre aux individus et aux établissements d'exercer une activité économique et fournir des installations et des outils de manière équitable et efficace. Dans le classement de grandes entreprises en termes d'efficacité selon les normes internationales, l'Arabie saoudite s'est hissée au septième rang mondial, grâce à la capacité de ces entreprises à travailler avec une efficacité et une productivité élevées et à rivaliser avec les grandes entreprises internationales, soutenue par le développement de la législation commerciale et l'adoption de pratiques modernes et de technologies innovantes. Selon le rapport, le Royaume se classe au 13e rang mondial dans l'Annuaire mondial de la compétitivité et au troisième rang parmi les pays du G20, réalisant des progrès dans divers aspects du rapport, notamment la performance économique, l'efficacité gouvernementale, l'efficacité des entreprises et les infrastructures.

R. I.

POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'Égypte obtient 800 millions \$ de la BEI

Ce financement permet à l'Égypte de poursuivre l'accélération de sa transition énergétique. Il contribuera à intégrer au réseau national une capacité totale de 22 gigawatts (GW) d'énergies renouvelables d'ici 2030.

L'Égypte a obtenu un financement de 690 millions d'euros (800,2 millions de dollars) de la Banque européenne d'investissement (BEI), destiné à moderniser et à étendre le réseau électrique égyptien, selon un communiqué de l'institution financière publié lundi 15 juin. Cette enveloppe soutient un programme national piloté par la Société égyptienne de transport d'électricité. Elle accompagnera le pays dans son ambition de développer les énergies renouvelables, de renforcer l'infrastructure électrique et de consolider son statut de pôle énergétique régional. Elle contribuera également à intégrer au réseau national une capacité totale de 22 GW d'énergies renouvelables d'ici 2030, soit une capacité suffisante pour alimenter en électricité près de 10 millions de foyers. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de l'Initiative de coopération trans méditerranéenne en matière d'énergies renouvelables et de technologies propres (T-MED), destinée à mobiliser jusqu'à 25 milliards d'euros d'investissements d'ici 2035 dans les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et les technologies propres.

« Ces investissements devraient permettre de réduire les pertes de transmission, d'améliorer la fiabilité de l'approvisionnement en électricité, de renforcer la sécurité énergétique et de soutenir un développement économique durable. Ils contribueront également à la coopération régionale en matière d'électricité et au développement futur des échanges et de l'intégration



des énergies propres en Méditerranée », indique le communiqué de la BEI. Cette annonce intervient alors que l'Égypte accélère la révision de sa stratégie énergétique en faveur des énergies renouvelables. Le mois dernier, le président Abdel Fattah al-Sissi a révélé le nouvel objectif de porter à 45 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays d'ici 2028. Parallèlement, il prévoit d'étendre la construction de centrales de stockage d'énergie raccordées au réseau, ainsi que le développement de stations autonomes. Ce pays d'Afrique du Nord figure parmi les principaux marchés africains des énergies

renouvelables, avec une capacité installée de 9258 MW à fin 2025, selon les données de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). L'Égypte mise principalement sur le solaire et l'éolien pour soutenir cette croissance. Cependant, le système électrique du pays demeure largement dépendant des combustibles fossiles. Ceux-ci représentent environ 87 % de la production nationale d'électricité, tandis que le solaire et l'éolien représentent ensemble près de 7 % du mix énergétique.

R. I.

TUNISIE

La croissance à la recherche d'un nouveau moteur

Le débat économique tunisien a accordé pendant des années à la politique monétaire une place presque centrale dans la recherche de la stabilité. Face aux tensions inflationnistes, aux déséquilibres extérieurs et aux fragilités financières, la Banque Centrale de Tunisie est progressivement devenue l'un des principaux piliers de la gestion macroéconomique du pays. Néanmoins et à mesure que s'accumulent les défis liés à la croissance, à l'investissement et à l'emploi, un fait crucial s'impose avec davantage de force. On évoque, à ce titre, que la stabilité monétaire, aussi indispensable soit-elle, ne suffit plus à elle seule à remettre solidement l'économie tunisienne sur une trajectoire de développement soutenu.

Une économie qui résiste aux recettes traditionnelles

La Tunisie traverse une période où les indicateurs monétaires et le contexte économique semblent évoluer sur des trajectoires différentes. Certes, l'inflation a amorcé un ralentissement après avoir dépassé 10% en 2023, mais cette amélioration reste insuffisante pour restaurer pleinement le pouvoir d'achat des ménages ou relancer l'investissement privé. Parallèlement, la croissance demeure faible. Selon les estimations des institutions internationales, le rythme d'expansion de l'éco-

nomie tunisienne est largement inférieur au niveau nécessaire pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Le chômage des diplômés continue d'atteindre des niveaux particulièrement élevés, tandis que l'investissement peine à retrouver les proportions observées avant 2011.

Cette situation met en évidence une réalité souvent occultée qui est celle où la politique monétaire peut influencer les conditions financières, mais elle ne peut pas résoudre les blocages structurels qui limitent la capacité productive du pays.

Le véritable défi se situe hors des banques centrales

La transformation de l'économie tunisienne dépend aujourd'hui d'un ensemble de facteurs qui dépassent largement le champ d'action de la Banque Centrale de Tunisie. La compétitivité des entreprises est considérée comme étant largement affectée par des coûts logistiques élevés. Les infrastructures nécessitent des investissements importants. Les procédures administratives continuent de peser sur l'initiative privée. Les gains de productivité restent modestes dans plusieurs secteurs stratégiques. À cela s'ajoutent les défis liés à la transition énergétique, à la digitalisation et à l'intégration dans les nouvelles chaînes de valeur mondiales. Même le meilleur pilotage monétaire ne peut répondre seul à ces enjeux.

Cette réalité est d'ailleurs désormais recon-

nue dans de nombreuses économies avancées. Après avoir accordé un rôle quasi exclusif aux banques centrales pendant plusieurs décennies, les gouvernements redécouvrent l'importance des politiques industrielles, de l'investissement public et des stratégies nationales de compétitivité.

Le risque d'une croissance durablement insuffisante

Le principal danger pour la Tunisie n'est plus seulement l'inflation. Il réside également dans le risque d'une croissance trop faible pour répondre aux aspirations économiques et sociales du pays. Les données illustrent cette préoccupation. L'investissement représente aujourd'hui une part du PIB nettement inférieure aux niveaux observés dans plusieurs économies émergentes performantes. En même temps, la dette publique demeure élevée, limitant les marges de manœuvre budgétaires. Quant au déficit commercial, il continue de refléter une dépendance importante à l'égard des importations énergétiques et des produits à faible valeur ajoutée. Dans ces conditions, la stabilité monétaire apparaît davantage comme une condition nécessaire que comme une solution suffisante. La véritable bataille se joue désormais sur le terrain de la création de richesse, de l'innovation, de l'exportation et de la montée en gamme de l'appareil productif.

R. I.

MARCHÉ DES CAPITAUX

La RDC s'appuie sur la SFI pour préparer sa future Bourse

Le gouvernement congolais veut accélérer la structuration de son marché des capitaux avec l'appui de la Société financière internationale (SFI, ou IFC en anglais). Le 18 juin 2026 à Kinshasa, le ministère des Finances et la filiale du Groupe Banque mondiale ont signé un protocole de partenariat destiné à accompagner le développement de la future Bourse de Kinshasa. L'accord a été paraphé par le ministre des Finances, Doudou Fwamba, et le directeur pays de la SFI, Malick Fall.

Selon la communication du ministère des Finances, ce partenariat doit couvrir plusieurs axes stratégiques. Il s'agit notamment du développement du cadre réglementaire, de la mise en place des infrastructures du marché financier, du renforcement des capacités des acteurs, du partage de connaissances, de l'élargissement de la base des investisseurs et de l'accompagnement des premières opérations boursières.

Permettre aux Congolais de devenir actionnaires

Pour Malick Fall, l'enjeu dépasse le simple appui technique à la création d'une bourse. « Des marchés de capitaux solides, c'est l'accès au financement à long terme pour les entreprises, la possibilité pour les Congolais de devenir actionnaires de leur propre économie, et un le-

vier puissant pour diversifier les sources de croissance bien au-delà des ressources naturelles », a-t-il déclaré.

Doudou Fwamba a, de son côté, insisté sur la nécessité d'adopter des mesures incitatives pour encourager les entreprises à recourir au futur marché boursier. Il a notamment évoqué la possibilité, à terme, d'exiger de certaines grandes entreprises qu'elles réalisent leurs opérations d'augmentation ou de cession de capital à travers la future Bourse de Kinshasa. L'objectif affiché est double : renforcer la transparence des opérations de capital et mobiliser davantage l'épargne nationale. Pour le ministre des Finances, cette réforme doit aussi permettre aux Congolais de devenir actionnaires d'entreprises opérant dans des secteurs stratégiques, notamment les mines, les télécommunications et les infrastructures.

L'accord intervient alors que la RDC poursuit le processus législatif devant conduire à la création d'un marché boursier national.

Projet de loi

Le projet de loi relatif aux marchés financiers et à la création de la Bourse de Kinshasa a été adopté à l'Assemblée nationale, puis déclaré recevable au Sénat. Le texte prévoit notamment l'organisation du marché boursier national, l'encadrement des instruments financiers comme les actions, les obligations et les contrats financiers, ainsi que la création d'une Autorité des marchés boursiers. Cette autorité devrait être chargée de garantir la transparence, la crédibilité et la sécurité des opérations sur le futur marché financier. Sa mise en place sera déterminante pour assurer

la confiance des investisseurs, des émetteurs et du public.

En avril 2025, un appel à manifestation d'intérêt avait déjà été lancé avec l'appui du Fonds africain de développement pour recruter une firme chargée de réaliser l'étude de faisabilité et d'élaborer le plan d'affaires d'une bourse de valeurs mobilières en RDC.

Le partenariat avec la SFI apparaît donc comme une nouvelle étape dans la structuration du futur marché des capitaux congolais. Mais sa réussite dépendra de la qualité du cadre réglementaire, de la crédibilité de l'autorité de supervision, de l'adhésion des grandes entreprises et de la capacité à attirer une base suffisante d'investisseurs locaux et institutionnels.

Agence

AFRIQUE CENTRALE

3,3 milliards FCFA pour renforcer les compétences

L'Agence française de développement (AFD) et le Réseau des institutions de formation forestière et environnementale d'Afrique centrale (RIFFEAC) ont signé, le 18 juin 2026 à Yaoundé, une convention de financement de 5 millions d'euros, soit environ 3,3 milliards FCFA, pour lancer la deuxième phase du projet d'Appui au développement de la formation continue dans la filière forêt-bois en Afrique centrale (ADEFAC 2). Financé par une subvention du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, à travers l'AFD, le programme sera mis en œuvre sur cinq ans. Il couvrira désormais six pays du bassin du Congo : le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et la Guinée équatoriale. L'objectif est de renforcer les compétences des acteurs de la filière forêt-bois afin d'améliorer la gestion durable des ressources forestières, tout en soutenant la compétitivité d'un secteur stratégique pour plusieurs économies d'Afrique centrale.

Consolider les acquis de la première phase

ADEFAC 2 s'inscrit dans le prolongement d'un premier programme lancé en 2020 au Cameroun, au Congo, au Gabon et en République démocratique du Congo. Cette première phase a permis de structurer un dispositif régional de formation continue associant institutions de formation, entreprises, organisations professionnelles et administrations publiques. Selon les données disponibles sur le programme, ADEFAC 1 a permis de constituer un pool de plus de 190 formateurs, de construire et tester 42 modules de formation dans 14 centres et institutions de formation d'Afrique centrale, et de former plus de 600 apprenants. Ces modules couvrent plusieurs besoins de la chaîne de valeur forêt-bois, de l'exploitation forestière à la transformation, en passant par la gestion d'entreprise, la cartographie, les coûts, la pépinière et les métiers techniques du bois. Pour le RIFFEAC, la nouvelle phase doit permettre de consolider ces acquis, d'élargir l'offre de formation continue et d'améliorer l'adéquation entre

les besoins des entreprises et les compétences disponibles. « Cette nouvelle phase vise notamment à consolider et capitaliser les acquis de la phase 1, élargir et diversifier l'offre de formation continue, renforcer l'ancrage institutionnel et la pérennisation du dispositif, et accroître l'adéquation formation-emploi, au bénéfice des entreprises et des économies de la sous-région », a souligné le coordonnateur régional du RIFFEAC lors de la cérémonie de signature.

Former pour transformer davantage le bois localement

Au-delà de la conservation forestière, le projet répond à un enjeu économique majeur : accompagner la transformation locale du bois. Plusieurs pays d'Afrique centrale cherchent à réduire l'exportation de grumes et à accroître la valeur ajoutée générée localement par la filière. Cette ambition suppose des investissements industriels, mais aussi une main-d'œuvre qualifiée capable de répondre aux besoins des entreprises. La formation continue devient ainsi un levier de compétitivité. Les métiers de la filière évoluent avec les exigences de traça-

bilité, de certification, de transformation plus poussée, de maintenance industrielle, de gestion durable des forêts et de conformité aux standards internationaux. Sans compétences adaptées, les entreprises auront du mal à monter en gamme et à capter davantage de valeur. Pour l'AFD, ADEFAC 2 revêt donc une importance stratégique à la fois environnementale et économique. « L'engagement collectif autour de cette initiative témoigne de son importance stratégique pour l'avenir des forêts du bassin du Congo et des populations qui en dépendent », a déclaré François Jacquier-Pélissier, directeur régional de l'AFD pour l'Afrique centrale. Avec cette nouvelle enveloppe, les partenaires entendent contribuer à l'émergence d'une filière forêt-bois plus compétitive, plus créatrice d'emplois et mieux préparée aux exigences de gestion durable. L'enjeu sera désormais de transformer les formations en gains concrets pour les entreprises : meilleure productivité, montée en qualité, réduction des pertes, transformation plus locale du bois et insertion professionnelle plus efficace.

R.I.

SOUS-TRAITANCE

Kinshasa renforce les sanctions contre les entreprises principales

La République démocratique du Congo s'appuie à renforcer son arsenal juridique sur la sous-traitance dans le secteur privé. Le projet de loi modifiant et complétant la loi n°17/001 du 8 février 2017, porté par le ministre de l'Entrepreneuriat et du Développement des PME, Justin Kalumba Mwana-Ngongo, a été adopté par les deux chambres du Parlement. Il doit désormais être transmis au Président de la République pour promulgation. Selon son initiateur, le nouveau texte vise à corriger les insuffisances constatées dans l'application de la loi initiale. Il réaffirme le principe d'exclusivité des activités de sous-traitance au profit des entreprises à capitaux majoritairement congolais, tout en renforçant les prérogatives de l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP). Parmi les innovations prévues figurent l'instauration d'une attestation préalable d'enregistrement pour les sous-traitants, la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends liés aux marchés de sous-traitance, ainsi qu'un encadrement plus strict des relations contractuelles entre entreprises principales et sous-traitants. Le volet le plus sensible concerne les sanctions. Les entreprises principales qui concluent des contrats de sous-traitance en violation des disposi-

tions légales s'exposeraient désormais à des amendes comprises entre 200 et 300 millions de francs congolais.

Sanctions renforcées

Cette fourchette marque un net durcissement par rapport à la loi de 2017, qui prévoyait des amendes de 50 à 150 millions de francs congolais. En cas de récidive, une fermeture temporaire pourrait être prononcée jusqu'à la mise en conformité. Le texte introduit également des sanctions contre les sous-traitants eux-mêmes, notamment lorsqu'ils ne respectent pas leurs engagements après avoir bénéficié d'un préfinancement. En cas de récidive, une entreprise fautive pourrait être interdite d'exercer toute activité de sous-traitance pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans. Autre innovation majeure : l'introduction d'un article 13 bis, qui confère à l'ARSP le pouvoir d'élaborer un contrat-type obligatoire pour les opérations de sous-traitance. L'autorité de régulation pourrait également identifier les clauses jugées abusives, léonines ou déséquilibrées, et exiger leur modification afin de mieux protéger les sous-traitants congolais dans leurs relations avec les grands donneurs d'ordre.

Débat juridique

Cette réforme intervient alors que l'ARSP a multiplié, ces derniers mois, les décisions de contrôle et de mise en conformité. Entre février et avril 2026, plus de 450 contrats de sous-traitance conclus par différentes entreprises, dont Kibali Gold Mine, Matadi Gateway Terminal, CILU, CICO, PPC Barnet et CIMKO, ont été visés par des décisions de l'autorité. L'ARSP a enjoint à ces entreprises de procéder à l'annulation ou à la régularisation de contrats jugés non conformes, notamment lorsque les sous-traitants concernés ne remplissaient pas les conditions d'éligibilité prévues par la législation congolaise. Mais cette montée en puissance alimente aussi un débat juridique. Pour certains praticiens du droit, l'ARSP ne peut pas se substituer au juge dans l'annulation des contrats. Selon cette lecture, son rôle devrait se limiter au contrôle, à la constatation des irrégularités et à l'injonction de mise en conformité, tandis que l'annulation définitive d'un contrat relèverait de l'autorité judiciaire ou des mécanismes de règlement prévus par la loi. Le renforcement du cadre légal pourrait donc clarifier une partie de ces tensions, en don-

nant à l'ARSP des outils plus précis pour encadrer les contrats, prévenir les abus et régler certains différends.

Enjeu économique

Mais il pourrait aussi accroître les contraintes pesant sur les grandes entreprises, déjà soumises à une pression croissante pour ouvrir davantage leurs chaînes de valeur aux sociétés congolaises. Pour le gouvernement, l'enjeu économique autant que politique. La sous-traitance est présentée comme un levier de souveraineté économique, de création d'emplois et d'émergence d'une classe moyenne congolaise. Mais son efficacité dépendra aussi de la capacité des PME locales à répondre aux standards techniques, financiers et opérationnels des grands donneurs d'ordre. La réforme marque ainsi une nouvelle étape dans la volonté de l'État congolais de renforcer l'intégration des entreprises nationales dans les marchés privés. Reste à savoir si ce durcissement permettra réellement de consolider le tissu entrepreneurial local ou s'il ouvrira une nouvelle séquence de contentieux entre l'ARSP, les grandes entreprises et les sous-traitants concernés.

R.I.

POINT-MARCHÉS

C'est la petite bête qui monte, qui monte

Les marchés financiers ont évolué cette semaine au rythme des banques centrales, tensions géopolitiques et ajustements de fin de trimestre. La fermeté affichée par la Fed, avec la première prise de parole très attendue de Kevin Warsh, a continué de soutenir le dollar au détriment de l'or. Les marchés actions ont toutefois bénéficié du soutien de la tech et d'un apaisement des tensions autour du dossier iranien. La semaine se termine dans un contexte de volumes réduits avec la fermeture de Wall Street vendredi pour Juneteenth.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

TOPS EU

Edenred +15,12 % : l'émetteur de titres-services et solutions de paiement pour entreprises s'envole après avoir confirmé avoir été approché de manière exploratoire par des fonds d'investissement, alimentant les spéculations sur une possible opération menée par BC Partners. Jefferies a réitéré son conseil sur le titre dans la foulée de cette annonce.

Legrand +13,44 % : le spécialiste français des infrastructures électriques et numériques du bâtiment grimpe en tête du CAC 40 après que Citi a relevé son objectif de cours sur le titre, les analystes de la banque américaine estimant l'action sensiblement décotée par rapport à sa valeur fondamentale.

Straumann Holding +11,78 % : le spécialiste suisse de l'implantologie dentaire bondit après avoir relevé ses prévisions de rentabilité pour 2026, grâce à des améliorations opérationnelles, un mix géographique favorable et des droits de douane inférieurs aux attentes. BNP Paribas a salué l'annonce en rehaussant son objectif de cours de 113 à 120 CHF, maintenant sa recommandation à surperformance.

Siemens Energy +9,99 % : le groupe allemand spécialiste des technologies énergétiques profite de la révélation d'un examen stratégique portant sur sa division Transformation of Industry. Une éventuelle scission de cette branche dédiée à la décarbonation industrielle est accueillie favorablement par les investisseurs, qui y voient une revalorisation potentielle du portefeuille d'activités du groupe.

Top US

Western Digital Corporation +32,56 % : le groupe américain qui opère dans le stockage sur disque dur est propulsé par une salve de relèvements d'objectifs de cours. Morgan Stanley a ainsi relevé sa cible de 488 à 650 dollars, tout en maintenant sa recommandation à "surpondérer" après une rencontre avec la direction. JPMorgan et Citi ont rapidement emboîté le pas.

Moderna +28,15 % : le laboratoire américain de biotechnologie profite de l'avis favorable unanime du comité consultatif de la FDA pour mFlusiva, son vaccin antigrippal à ARN messenger destiné aux adultes de 50 ans et plus.

FLOPS EU

Silex Microsystems -18,75 % : le fabricant suédois de microsystèmes est sanctionné par une initiation de couverture à la vente par plusieurs banques, signal négatif qui pèse lourdement sur le sentiment des investisseurs. Aucun élément de soutien fondamental ne vient contrebalancer cette prise de position baissière des analystes au cours de la semaine.

Rathbones -18,79 % : le gestionnaire de patrimoine britannique dévisse après qu'une revue réglementaire de la FCA a imposé un plan de remédiation chiffré à 60 millions de livres, entraînant la suspension de l'intégration de certains clients. BMW -10,48 % : le constructeur automobile allemand est plombé par un avertissement sur résultats émis en cours de semaine, imputé aux difficultés sur le marché chinois et à l'impact du conflit au

Moyen-Orient. Berenberg a drastiquement réduit son objectif de cours dans la foulée, tandis que JP Morgan et DZ Bank, bien que maintenant des recommandations positives, ont abaissé leurs cibles respectives à 82 et 75 euros.

Flops us

Accenture -24,84 % : le géant américain des services informatiques est sanctionné par des perspectives trimestrielles jugées prudentes, publiées au cours de la semaine, qui font l'effet d'une alerte sur l'ensemble du secteur. L'onde de choc se propage jusqu'aux valeurs technologiques indiennes, dont l'indice Nifty IT accuse son plus bas niveau depuis trois ans sous l'effet de ces révisions à la baisse.

Fox Corporation -20,68 % : le groupe américain de médias pâtit de l'annonce, le 15 juin, du rachat de Roku pour 22 milliards de dollars, une opération d'envergure qui suscite l'inquiétude des investisseurs quant à la dilution et au risque d'intégration. Wedbush, dans la foulée, relève que le potentiel de hausse à court terme reste limité, confirmant la défiance du marché à l'égard de cette transaction.

Matières premières

Énergie : Les prix du pétrole reculent nettement cette semaine. Le WTI cède environ 8% tandis que le Brent s'oriente vers une baisse de plus de 5%. Le marché intègre le redémarrage progressif du trafic dans le détroit d'Ormuz, après l'accord intérimaire entre les États-Unis et l'Iran. Plusieurs pétroliers ont repris leur route dans cette zone stratégique. L'Irak se dit prêt à relancer progressivement ses champs pétroliers. Le marché reste toutefois prudent. Les discussions diplomatiques entre Washington et Téhéran ont été annulées, ce qui limite la confiance dans une désescalade durable. En parallèle, la poursuite des opérations israéliennes contre le Hezbollah au Liban entretient une prime de risque géopolitique. Sur le plan fondamental, l'OPEP conserve une vision positive de la demande à long terme. L'organisation prévoit une consommation mondiale de 105,1 millions de barils par jour en 2025 et une projection de 113,3 millions en 2030, portée par l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine. Comme d'habitude, cette vision contraste avec celle de l'Agence internationale de l'énergie, qui anticipe à terme un recul de la demande mondiale.

Métaux : Les métaux ont plié sous l'effet du durcissement de ton de la Réserve fédérale américaine. L'or a nettement reculé, pénalisé par la remontée du dollar et par la hausse des anticipations de taux aux États-Unis. Le métal jaune évolue autour de 4165 USD l'once. Le marché intègre désormais une probabilité élevée de nouvelle hausse des taux dans les prochains mois, ce qui réduit l'attrait de l'or, qui ne verse pas de rendement. L'argent a suivi le même mouvement, avec une correction plus marquée. Le métal gris a perdu plus de 10% en deux séances et reste sous 65 USD l'once. Sur le marché des métaux industriels, le cuivre coté au LME a reculé d'environ 1% à 13690 USD. Là aussi, les anticipations de taux plus élevés ont pesé sur les cours, via un dollar plus ferme et des coûts de financement plus élevés. Les investisseurs surveillent également la décision attendue de Donald Trump sur d'éventuels droits de

douane visant le cuivre raffiné. Une telle mesure pourrait modifier les flux commerciaux, déplacer les stocks et accentuer les écarts de prix entre les régions.

Produits agricoles : Les céréales ont tenté un rebond à Chicago après avoir touché des plus bas de plusieurs mois, mais le mouvement reste fragile. Le blé, le maïs et le soja restent sous pression, pénalisés par un dollar ferme, la baisse du pétrole et des conditions météo jugées plus favorables aux cultures américaines. Le blé s'échange autour de 613 cents (contrat septembre 2026), le maïs progresse autour de 444 cents et le soja se stabilise à 1122 cents (contrat juillet 2026).

Macroéconomie

Macro : Entre les deux, mon coeur balance. D'un côté, la signature d'un accord de paix entre l'Iran et les États-Unis a confirmé la décrue du pétrole même si les conséquences de la fermeture du détroit d'Ormuz ne se résorberont pas en quelques semaines. Historiquement, la corrélation entre les prix de l'énergie et l'indice des prix à la consommation est élevée, même s'il y a toujours un décalage temporel entre la hausse de l'un et sa répercussion sur l'autre. Pour cette raison, l'ensemble des membres de la Réserve fédérale américaine anticipe désormais une hausse des taux d'ici la fin de l'année, abandonnant ainsi le biais accommodant de ces derniers mois. Le dollar en a profité et se situe désormais à un niveau charnière tandis que les Bourses tentent de digérer l'information à la veille d'une période, l'été, marquée par une liquidité moindre et un risque de volatilité accrue.

Crypto : Le bitcoin chute de -5% cette semaine et se retrouve à 62 500 USD, son

plus bas niveau depuis septembre 2024.

Les ETF Bitcoin spot enregistrent leur 6e semaine consécutive de baisse, avec 6 MrdsUSD qui se sont évaporés sur cette période. L'intérêt pour les cryptos est à son plus bas. Sur Google Trends, les recherches Google sont à des niveaux planchers, preuve que les investisseurs délaissent complètement les crypto-actifs en ce moment. L'arrivée de SpaceX sur les rails boursiers a renforcé l'engouement des investisseurs pour tout ce qui tourne autour de l'IA et de la tech, faisant un peu plus oublier tout ce qui touche à la cryptosphère. Du côté des autres cryptomonnaies, même tendance : l'éther (ETH) est en baisse de -2% à 1 680 USD, Solana (SOL) chute de -4% à 68 USD et XRP baisse de -5% à 1,12 USD.

Les États-Unis n'ont eu besoin que de quatre séances cette semaine pour afficher un bilan hebdomadaire positif, malgré le durcissement de la position de la Fed pour la première sortie officielle de son nouveau président, Kevin Warsh. L'accord de principe trouvé entre Washington et Téhéran sur une sortie de crise au Moyen-Orient a contribué à détendre l'atmosphère, tout en profitant une fois de plus au secteur des semi-conducteurs.

La journée de jeudi sera probablement la plus intéressante de la semaine prochaine. La veille au soir, Micron, l'un des enfants-chéris du marché, aura publié des résultats trimestriels qui constitueront un marqueur majeur pour l'écosystème IA. Puis dans l'après-midi, les marchés prendront connaissance d'une salve d'indicateurs : revenus et dépenses des ménages, commandes de biens durables, inflation PCE et dernière estimation du PIB US du T1.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Juin 2026
Valeur : 23 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.2857	133.3007
1	EUR EURO	152.6654	152.6960
1	GBP POUND STERLING	175.8851	175.9513
100	JPY JAPANESE YEN	82.6271	82.6568
1	CNY CHINESE YUAN	19.6877	19.6940
1	CHF SWISS FRANC	165.0597	165.1192
1	CAD CANADIAN DOLLAR	94.2015	94.2321
1	DKK DANISH KRONE	20.4116	20.4192
1	SEK SWEDISH KRONA	13.8839	13.8879
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.6903	13.6950
1	AED UAE DIRHAM	36.2870	36.2930
1	SAR SAUDI RIYAL	35.5107	35.5165
1	KWD KUWAITI DINAR	433.5904	433.7803
1	TND TUNISIAN DINAR	44.9369	45.3885
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3392	14.3408
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8389	20.9457
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3272	3.3375
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.1954	181.1954

CANADA

Le pays est-il réellement en récession ?

Le mot «récession» est sur toutes les lèvres. Les données économiques récentes brossent un tableau mitigé de l'économie canadienne, et certaines interprétations laissent entrevoir une récession.

Le 29 mai, Statistique Canada a publié les chiffres du produit intérieur brut (PIB) réel pour les trois premiers mois de l'année.

La variation d'un trimestre à l'autre était si faible que Statistique Canada l'a considérée comme statistiquement stable, c'est-à-dire sans changement du PIB réel.

Mais lorsque les économistes évaluent la santé de l'économie au cours d'un trimestre donné, ils annualisent souvent les chiffres trimestriels, ce qui peut amplifier les petites variations positives ou négatives des chiffres.

La variation annualisée du PIB réel a été une baisse de 0,1%, après une chute de 1% au quatrième trimestre de l'année dernière.

Ces données ont déclenché les discussions sur la récession.

Deux trimestres consécutifs de baisse du PIB constituent un critère utilisé par certains analystes pour définir une récession «technique», mais un certain nombre d'économistes considèrent que ce terme est peu utile.

Devant une commission parlementaire, Carolyn Rogers, sous-gouverneure principale de la Banque du Canada, a mis en garde les députés contre le fait d'accorder trop d'importance à cette définition.

«Le simple fait de devoir ajouter le terme technique devant ce mot vous indique en quelque sorte qu'il faut vraiment regarder au-delà de cet indicateur», a-t-elle déclaré.

La définition plus largement acceptée de la récession, mais plus vague, fait référence à un ralentissement économique où l'économie ne se contracte pas seulement d'un point de vue technique, mais où cette faiblesse est générali-

sée à l'ensemble de l'économie.

Les récessions se caractérisent par des pertes d'emplois, une réduction des dépenses des ménages et des conditions difficiles pour les entreprises dans l'ensemble de l'économie.

«Deux trimestres consécutifs de croissance négative du PIB, ou de contraction du PIB, sont nécessaires, mais ce n'est pas suffisant pour parler de récession au Canada ou ailleurs», a affirmé Randall Bartlett, économiste en chef adjoint chez Desjardins.

Les conservateurs fédéraux se sont emparés des derniers résultats du PIB, reprochant au premier ministre Mark Carney et aux libéraux d'être responsables d'une «récession à part entière».

Outre la stagnation du PIB, le chef Pierre Poilievre et d'autres députés conservateurs ont souligné l'augmentation du recours aux banques alimentaires et la hausse du nombre de faillites personnelles et de pertes d'emploi au cours des quatre premiers mois de l'année pour affirmer que les politiques de M. Carney ont nui à l'économie canadienne.

Les libéraux, quant à eux, ont largement évité d'utiliser le mot «récession» en défendant leur gestion économique.

M. Carney a reconnu cette semaine que les derniers chiffres du PIB montraient une certaine «faiblesse», tout en notant que des tendances positives, telles que la hausse des investissements des entreprises dans les machines et les équipements, étaient encourageantes.

Le premier ministre a fait valoir que les réductions en matière d'immigration et de dépenses publiques pèsent sur la croissance. Il a également indiqué que les efforts visant à réduire la

dépendance de l'économie vis-à-vis des États-Unis mettront du temps à porter leurs fruits, et que les données économiques seront «inégales» pendant cette période de transition.

M. Poilievre a accusé M. Carney de se soustraire à ses responsabilités quant à l'état de l'économie.

Une récession n'est pas déclarée par le gouvernement fédéral, la Banque du Canada ou tout autre organisme officiellement désigné.

Dans les milieux économiques canadiens, l'arbitre traditionnel en matière de récession est le Conseil du cycle économique de l'Institut C.-D. Howe, qui remplit un rôle similaire à celui du Bureau national de recherche économique aux États-Unis.

Vendredi, le Conseil a estimé qu'il était encore trop tôt pour utiliser le terme «récession» pour décrire l'état de l'économie canadienne. Pour qu'un ralentissement économique soit considéré comme une récession, il doit être marqué, généralisé et persistant, a rappelé ce groupe de réflexion. Le Conseil du cycle économique juge que le ralentissement actuel ne répond pas à ces critères.

Le rapport du 29 mai de Statistique Canada sur le PIB prévoit également un rebond de l'économie en avril, ouvrant la voie à un retour à la croissance au deuxième trimestre. Une semaine plus tard, l'agence a annoncé une hausse-surprise de 88 000 emplois pour le mois de mai, ce qui, selon de nombreux économistes, devrait mettre un frein aux discussions sur la récession.

Synthèse R.I.

SUÈDE

Le taux directeur inchangé mais la probabilité d'une hausse augmente

La Banque de Suède a annoncé qu'elle laissait inchangé son taux directeur à 1,75% tout en estimant que la probabilité d'un relèvement au cours de l'année s'était accrue. Cette décision était largement anticipée par les économistes. "L'inflation est faible en Suède et l'activité économique est un peu moins dynamique que d'habitude",

écrit la banque dans son communiqué.

Mais, avertit la Riksbank, "les perturbations de l'offre liées à la guerre au Moyen-Orient ont entraîné une montée des pressions inflationnistes et accru les risques d'une inflation trop élevée".

Aussi, "la probabilité d'une hausse des taux d'ici la fin de l'année a aug-

menté par rapport aux estimations de mars". L'inflation corrigée de l'évolution des taux du crédit immobilier (CPIF), indicateur de référence de la Riksbank, a atteint 1,5% en mai sur un an (0,8% en avril), soit en deçà de son objectif de 2%.

En parallèle, le PIB en Suède s'est contracté de 0,2% au premier trimestre, comparé au trimestre précédent.

La Riksbank "affiche une orientation favorable à un resserrement monétaire, mais le faible niveau actuel de l'inflation et la stabilité du taux de change de la couronne suédoise laissent penser qu'elle va maintenir ses taux inchangés", a réagi Torbjörn Isaksson, économiste de Nordea, dans une note

Agence

ALLEMAGNE

L'Ifo abaisse sa prévision de croissance pour 2027 en raison de l'inflation

L'institut allemand d'études économiques Ifo a revu à la baisse jeudi ses prévisions de croissance économique pour l'année prochaine, en raison d'une inflation qui devrait rester élevée malgré l'accord visant à mettre fin au conflit en Iran.

La principale économie de la zone euro devrait ainsi connaître une croissance de 0,8% en 2027, contre une estimation de 1,2% publiée en mars dernier.

L'Ifo maintient toutefois inchangée sa prévision de croissance de 0,8% pour cette année, citant l'impact favorable d'une politique budgétaire expansionniste et de l'augmentation des dépenses consacrées aux infrastructures, aux politiques climatiques et à la défense.

La reprise économique amorcée l'année dernière s'interrompra au deuxième trimestre en raison de la flambée des prix de l'énergie provoquée par la guerre au Moyen-Orient, a déclaré Timo Wollmershaeuser, chef économiste de l'Ifo.

Selon l'institut, les dépenses supplémentaires devraient stimuler l'économie de 0,5 point de pourcentage cette année et l'année prochaine, tandis que la crise énergétique devrait la freiner de 0,4 point.

"À partir du troisième trimestre 2026, la reprise devrait reprendre et s'accélérer vers la fin de l'année, à condition que le conflit au Moyen-Orient s'apaise effectivement", dit l'Ifo.

L'institut part du principe que le conflit au

Moyen-Orient sera résolu dans les prochaines semaines et que les prix de l'énergie baisseront progressivement, mais il met toutefois en garde contre le fait que ces prévisions comportent des "risques baissiers considérables" si le conflit venait à s'intensifier à nouveau. L'inflation allemande devrait atteindre 2,9% cette année, puis s'atténuer légèrement pour s'établir à 2,7% en 2027, un chiffre supérieur aux prévisions précédentes. Les prévisions de l'Ifo sont globalement conformes à celles des quatre autres principaux instituts économiques du pays, qui tablent sur une croissance de l'économie allemande comprise entre 0,5% et 0,9% cette année et entre 0,8% et 1,0% en 2007.

Agence

ESPAGNE La Banque d'Espagne révisé à la hausse ses prévisions d'inflation pour 2026

La Banque d'Espagne a annoncé réviser à la hausse ses prévisions d'inflation pour 2026, à 3,6% contre 3% anticipés jusque-là, en raison de "l'impact du choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient". Son effet a toutefois été notamment "atténué par les mesures de soutien budgétaire approuvées en mars" par le gouvernement, note l'institution monétaire basée à Madrid dans son rapport trimestriel.

Le gouvernement de gauche du Premier ministre Pedro Sánchez avait approuvé fin mars un paquet de 80 mesures d'un montant total de cinq milliards d'euros pour limiter les conséquences de la guerre au Moyen-Orient sur le porte-monnaie du contribuable.

La TVA sur le gaz et l'électricité, qui était ainsi passée de 21% à 10% pour contenir la flambée des prix de l'énergie pour les ménages, a depuis retrouvé son niveau initial au 1er juin.

Pour justifier ses nouvelles prévisions concernant l'inflation, la Banque d'Espagne évoque, dans son rapport, "un contexte de répercussion partielle" de la hausse des prix de l'énergie dans l'économie. "L'accord de paix récent (entre les États-Unis et l'Iran, NDLR) favorise une certaine amélioration des perspectives pour les marchés de l'énergie", relève toutefois la Banque d'Espagne.

Malgré ce contexte international "fragile" et "incertain", la banque centrale espagnole n'a pas changé ses prévisions de croissance pour 2026 et 2027, disant s'attendre à une hausse du PIB en Espagne respectivement de 2,3% et 1,7%, soit un rythme prévu bien supérieur à la zone euro. Au deuxième trimestre, le PIB devrait croître de "0,5-0,6%", d'après la Banque d'Espagne, selon qui le taux de chômage s'établira, lui, à 10% en fin d'année.

Le déficit public restera quant à lui stable, à 2,4% du PIB, comme en 2025, avant de baisser légèrement à 2,3% en 2027, projette l'institution.

R.I.

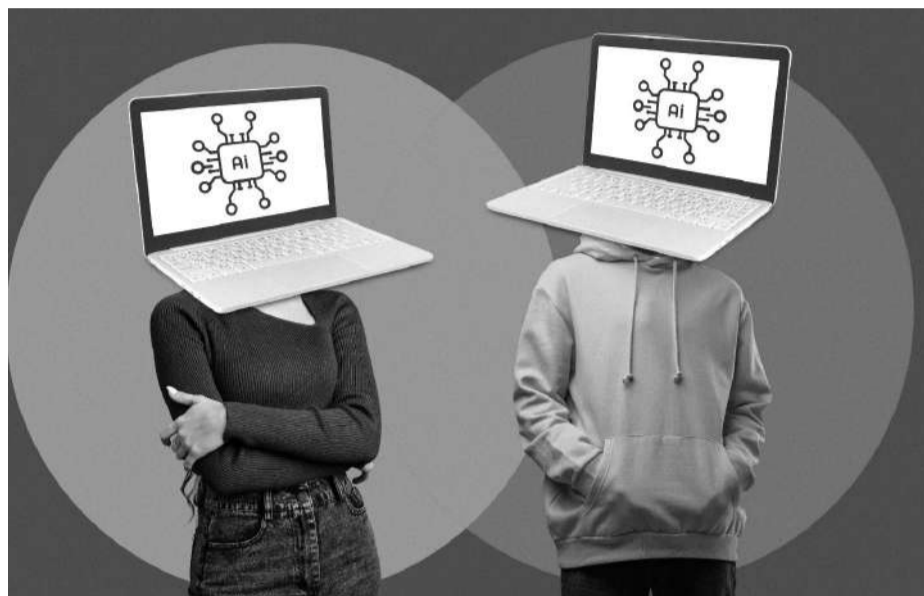
L'IA n'a pas détruit le marché du travail, mais elle creuse un fossé entre juniors et seniors

Trente-trois mois après le lancement de ChatGPT, le Budget Lab de l'université de Yale ne relève aucune rupture dans les statistiques nationales de l'emploi américain. L'IA transforme les métiers plus qu'elle ne les supprime, comme l'ont fait avant elle les ordinateurs dans les années 1980 puis Internet dans les années 1990. Le secteur informatique fait pourtant exception, au détriment des moins de 30 ans.

71 % des Américains redoutaient une perte d'emploi permanente liée à l'IA, selon un sondage Reuters/Ipsos d'août 2025. Amazon a supprimé plus de 30 000 postes depuis octobre 2025, Microsoft près de 19 000, en invoquant notamment la transition vers l'intelligence artificielle. Les chercheurs du Budget Lab de Yale ont passé au crible les données mensuelles du marché du travail américain depuis novembre 2022. « Quel que soit l'angle d'analyse retenu, aucun effet macroéconomique majeur de l'IA sur l'emploi n'apparaît dans les chiffres », résume Martha Gimbel, cofondatrice et directrice exécutive du Budget Lab. Les taux de chômage n'ont pas bougé. La durée moyenne de chômage dans les métiers exposés à l'IA non plus. La recomposition sectorielle suit les mêmes rythmes qu'avant ChatGPT.

Trente-trois mois sans rupture statistique

Pour mesurer l'impact réel de l'IA, l'équipe de Yale a retenu deux indicateurs. Le premier mesure la composition par métiers de la population active. Le second suit la durée de chômage dans les professions les plus exposées à l'automatisation. Sur les deux tableaux, les courbes suivent les mêmes trajectoires qu'à l'époque des PC dans les bureaux ou qu'au début des années 1990, quand Internet a reconfiguré une première fois le marché du travail. L'utilisation de l'IA ne présente aucun lien avec les varia-



tions d'emploi ou de chômage, selon les conclusions du Budget Lab. La proportion de travailleurs dans les métiers les plus exposés à l'IA reste stable depuis novembre 2022. L'équipe de Yale n'observe pas non plus de hausse inhabituelle du « churn » occupationnel, soit le rythme auquel les travailleurs changent de métier. Si l'IA automatisait des emplois à grande échelle, ce chiffre devrait grimper : les salariés déplacés prendraient des postes différents, dans d'autres secteurs. Le Budget Lab note toutefois que le marché du travail américain début 2026 se caractérise par de faibles licen-

ciements mais aussi de faibles embauches, particulièrement chez les demandeurs d'emploi. Le taux de chômage s'établit à 4,3 % en mars 2026, contre 3,4 % au creux post-pandémie d'avril 2023. Les chercheurs signalent cette dynamique sans l'attribuer à l'IA.

L'AI-washing dissimule des licenciements programmés

Sur 1,2 million de suppressions de postes annoncées par les entreprises américaines en 2025, soit près du double du total de

2024, l'IA n'a été citée comme cause que pour environ 55 000 d'entre elles, soit 4,5 %, selon le cabinet Challenger, Gray & Christman. Ce phénomène porte un nom, l'« AI-washing ». Des dirigeants attribuent à la technologie des réorganisations programmées pour des raisons de marges, de sur-rembauchage post-pandémie ou de pression des marchés financiers. Sam Altman, PDG d'OpenAI, l'a reconnu en février 2026 lors de l'India AI Summit : certaines entreprises « blâment l'IA » pour des licenciements qu'elles auraient de toute façon effectués. En France, une note de conjoncture de l'INSEE publiée le 24 mars 2026 nuance davantage le tableau global. Dans le secteur informatique, l'emploi des 15-29 ans a reculé de 7,4 % au quatrième trimestre 2025 sur un an, pendant que la valeur ajoutée du secteur continue de progresser. Les entreprises délèguent à l'IA les missions qui revenaient aux juniors en début de carrière, sans réduire leurs effectifs expérimentés. Le taux de chômage des moins de 25 ans atteignait 21,5 % au quatrième trimestre 2025 en France.

Le secteur de l'information envoie par ailleurs un signal inhabituel depuis fin 2025 aux États-Unis. Le Budget Lab observe une hausse des licenciements dans ce secteur depuis décembre 2025, en parallèle d'une remontée des embauches. Des entreprises licencient des profils devenus redondants et recrutent simultanément les compétences nécessaires au déploiement de l'IA.

Logitech G512 X 75 : le clavier gamer hybride qui veut rendre l'analogique plus simple

Avec le G512 X 75, Logitech tente de faire entrer les switches analogiques dans un clavier gamer grand public, sans basculer dans le produit de niche réservé aux passionnés de custom. Le résultat est convaincant, parfois même malin, mais son prix le place dans une zone où chaque concession compte.

Alors, que vaut vraiment ce Logitech G512 X 75, clavier gamer hybride capable de mêler switches mécaniques classiques et switches analogiques TMR ? Après de nombreuses semaines d'utilisation, la réponse tient en deux idées. C'est une vraie bonne surprise, parce qu'il rend un concept assez technique beaucoup plus accessible au plus grand nombre. Mais ce n'est pas tout à fait une bonne affaire, parce que son tarif l'installe face à des concurrents déjà très affûtés.

Le déballage et la mise en route

Dès la sortie de sa boîte, le G512 X 75 donne envie de le manipuler avant même de lancer le moindre jeu. Logitech signe un clavier compact, dense, au format 75 %, avec une esthétique légèrement rétro qui évoque les vieux claviers robustes des années 80, modernisée par une barre RGB vraiment démonstrative. C'est voyant, assumé, mais l'ensemble évite de tomber dans le mauvais goût.

La finition inspire confiance, même si la base reste en plastique. Les touches ont une belle présence, les molettes tombent naturellement sous les doigts et le clavier paraît plus sérieux que beaucoup de modèles gaming qui misent surtout sur



l'éclairage. Ici, le sujet est ailleurs : proposer une base hybride capable d'accueillir, selon les zones, des switches mécaniques classiques ou des switches analogiques TMR (Gateron KS-20).

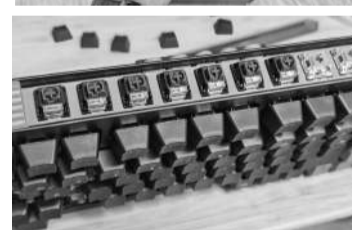
Logitech a aussi eu la bonne idée d'intégrer des espaces de rangement pour les switches et les petits anneaux SAPP. C'est pratique, presque ludique, et cela donne au clavier un côté modulaire assez bien pensé. Il faut toutefois rester vigilant. Le compartiment dédié aux anneaux peut s'ouvrir pendant le transport, avec le risque de retrouver les pièces dispersées au fond d'un sac. Et même si le remplacement des switches reste simple, il demande un peu de soin. Il faut en effet respecter le sens d'insertion, manier correctement la pince et éviter de tordre les broches des switches compatibles MX (3 et 5 broches). Ce n'est pas une opération compliquée, mais ce n'est pas non plus un geste que l'on

répètera tous les matins ou que l'on confiera à un enfant.

La bonne surprise vient surtout de la configuration. Une fois les touches remplacées, il suffit de scanner le clavier avec le bouton dédié pour que l'appli G Hub identifie rapidement les changements. Pour un produit qui flirte avec le modding, Logitech parvient à éviter l'effet usine à gaz. C'est sans doute l'un des grands mérites de ce clavier : rendre une mécanique avancée presque ordinaire.

L'utilisation au quotidien

À la frappe, le G512 X 75 se montre très agréable. L'acoustique est bien maîtrisée, le confort réel et le format compact libère de la place sur le bureau sans sacrifier les touches essentielles. On sent bien la différence entre les touches mécaniques et les touches analogiques, mais l'ensemble reste cohérent. C'est précisé-



ment là que le clavier trouve son équilibre. Il ne cherche pas à convertir tout le clavier à l'analogique, mais à placer cette technologie là où elle a le plus de sens.

Car seule une partie du clavier peut recevoir des switches analogiques. Dit comme cela, la limite peut sembler importante. En pratique, elle l'est beaucoup moins. Les zones les plus utiles dans les FPS et les jeux rapides sont couvertes, notamment autour de ZQSD. Pour marcher, courir, doser une action ou régler le point d'actionnement touche par touche de 0,1 à 4 mm, c'est largement suffisant pour le public visé. Même chose pour le Rapid Trigger, qui permet de réarmer une touche sans attendre son retour complet.

Les anneaux SAPP ajoutent une couche supplémentaire de personnalisation, avec la possibilité d'associer deux actions à une même touche selon la pression exercée. Sur le papier, l'idée est excellente.

Dans un jeu compatible et bien configuré, elle peut devenir très pratique. Dans un usage plus classique, en revanche, la double action peut vite agacer si elle est mal réglée. Logitech doit encore rendre le dialogue entre G Hub, les profils et les jeux plus naturel.

La réactivité, elle, ne pose pas de problème. Le taux d'interrogation (polling rate) à 8 kHz rassure les joueurs qui veulent le maximum sur la fiche technique, même si tout le monde ne percevra pas une différence nette face à un très bon clavier à 1 kHz. C'est aussi ce qui rend le choix du filaire exclusif un peu plus discutable. Si l'on exploite pleinement les 8 kHz, l'argument se tient. Dans le cas contraire, l'absence de sans-fil peut frustrer, surtout à ce niveau de prix.

L'application G Hub joue ici un rôle central, et Logitech évite plutôt bien le piège du logiciel tentaculaire. Une fois le clavier scanné, les touches équipées de switches analogiques sont automatiquement reconnues, ce qui permet de régler rapidement leur point d'actionnement, d'activer le Rapid Trigger ou d'associer des fonctions aux anneaux SAPP. Entre minimalisme graphique et densité d'informations, l'interface accompagne correctement l'utilisateur dans ses réglages.

Les profils par jeu, l'éclairage RGB, les molettes et les raccourcis se configurent sans devoir passer une soirée dans les menus. On sent toutefois que certains automatismes gagneraient encore à être simplifiés, surtout pour ceux qui découvrent l'analogique ou qui ne sont pas encore habitués au vocabulaire des gamers.

Rivian accusé d'avoir promis trop d'autonomie à ses premiers véhicules électriques

Trois propriétaires de pick-up R1T et de SUV R1S de première génération ont déposé, le 18 juin dernier, une action collective contre Rivian devant un tribunal fédéral de Californie. Ils reprochent au constructeur américain d'avoir commercialisé ces véhicules entre 2018 et 2023 en promettant une conduite autonome de niveau 3, alors que le matériel embarqué n'en a jamais été capable.

De 2018 à 2023, Rivian a vendu ses pick-up R1T et SUV R1S en promettant à leurs acheteurs une conduite mains libres et yeux fermés, dite de niveau 3 selon la classification de la SAE, la Society of Automotive Engineers. À ce niveau, le véhicule prend en charge lui-même l'accélération, le freinage et la direction sur autoroute ou à basse vitesse, sans que le conducteur surveille la route en permanence. Les trois plaignants, résidant en Californie, au Michigan et au Wisconsin, affirment que Rivian savait que ses véhicules de première génération n'atteindraient jamais ce seuil. Le fondateur et P.-D. G. de l'entreprise, RJ Scaringe, aurait mentionné ces capacités lors de présentations publiques répétées, notamment à la conférence TechCrunch Disrupt en 2022.

Rivian a produit ses premiers R1 sans le matériel requis pour la conduite autonome de niveau 3

Les plaignants se fondent notamment sur les déclarations faites par Rivian lors de son premier Autonomy & AI Day, le 11 décembre 2025 à Palo Alto. À cette occasion, le constructeur a assuré que ses véhicules de première gé-

nération ne disposaient pas du matériel nécessaire à une conduite autonome conditionnelle. Ces véhicules ne comptaient qu'un processeur Mobileye EyeQ4, insuffisant pour les fonctions avancées.

Les R1T et R1S de deuxième génération, commercialisés à partir de 2024, disposent en revanche de deux puces NVIDIA Orin et de 11 caméras haute résolution. En fin 2025, Rivian leur a déployé la fonction Universal Hands-Free, active sur 5,6 millions de kilomètres de routes aux États-Unis et au Canada. Les propriétaires de la première génération n'y ont pas accès, et l'abonnement Autonomy+, facturé 2 500 dollars, soit environ 2 270 euros en achat unique, ou 49,99 dollars, soit 45,40 euros par mois, est réservé aux véhicules de deuxième génération et aux futurs R2.

Trois acheteurs réclament réparation pour des véhicules facturés entre 73 000 et 88 000 euros

Les trois plaignants ont chacun acheté leur véhicule en 2022 ou 2023, pour des prix compris entre 81 000 et 97 000 dollars, soit environ 73 500 et 88 000 euros. L'un d'eux, Michael J. Fritz, résident de San Diego, a assisté à un évé-



nement organisé par Rivian en janvier 2023. Un représentant commercial lui a déclaré lors de cet événement que les capacités de conduite autonome du constructeur étaient « au moins équivalentes, sinon supérieures » à celles du Full Self-Driving de Tesla. Il a ensuite acheté un R1S 2023 à 97 000 dollars, soit environ 88 000 euros, et règle depuis un abonnement Connect+ à 14,99 dollars mensuels, soit environ 13,60 euros. Les cabinets Coleman Law et Tycko & Zavareei, qui représentent les plaignants, ont demandé un

procès devant jury pour fraude, présentation négligente de faux renseignements et enrichissement sans cause. La plainte porte sur tous les acheteurs et locataires de R1T et R1S des années modèles 2022 à 2024 équipés du système Driver+.

En décembre 2025, un juge administratif californien avait déjà condamné Tesla pour les termes « Autopilot » et « Full Self-Driving », jugés trompeurs pour les consommateurs. Tesla a depuis retiré le mot « Autopilot » de ses pages de vente en Californie.

Publicité

Votre prochaine voiture devra contenir plus de plastique recyclé

Le Parlement européen a voté le 15 juin dernier l'adoption d'un règlement sur la circularité automobile. Les voitures neuves vendues dans l'Union devront intégrer un minimum de plastique recyclé, dont une part issue de véhicules hors d'usage. Le texte doit encore recevoir l'aval formel du Conseil, puis entrera en application deux ans après sa publication. Le secteur automobile absorbe chaque année plus de six millions de tonnes de plastiques dans l'Union européenne, dont une infime partie provient du recyclage. Le taux de recyclage des plastiques issus des véhicules en fin de vie plafonne à 19 %. Sur les 285,6 millions de véhicules en circulation en Europe, 6,5 millions arrivent chaque année en fin de vie. Une partie de ces véhicules échappe encore aux filières officielles, alimentant le démantèlement illégal et la perte de matériaux réutilisables. Le règlement adopté par 437 voix pour, 112 contre et 20 abstentions fixe des obligations chiffrées, progressives, et couvrant l'ensemble du cycle de vie du véhicule, de la conception au traitement en fin de vie.

Des seuils de plastique recyclé contraignants, avec une logique de boucle fermée

Six ans après l'entrée en vigueur du texte, tout nouveau type de véhicule devra incorporer au moins 15 % de plastique recyclé. Ce seuil passera à 25 % au bout de dix ans. Parmi ces matériaux recyclés, au moins 20 % devront provenir directement de

véhicules hors d'usage ou de pièces usagées, selon une logique dite de boucle fermée : le secteur réutilise une fraction de ses propres déchets plutôt que de puiser systématiquement dans des matières premières vierges. Cette contrainte remonte directement dans la phase de conception. Les constructeurs devront penser leurs véhicules pour faciliter le démontage et la récupération des pièces. Le choix des matériaux et des procédés d'assemblage en sera affecté. Un passeport numérique de circularité, prévu par le texte, centralisera les informations sur la composition de chaque véhicule, les pièces démontables et la localisation des matières premières critiques. Certains acteurs industriels ont anticipé ces évolutions. BMW construit à Wackersdorf, en Allemagne, un centre de compétences dédié à la circularité, qui combinera démontage, récupération de matériaux et recherche et développement sur un seul site. L'opération devrait employer plusieurs centaines de personnes et rendre le centre pleinement opérationnel vers 2029. Renault, de son côté, exploite depuis plusieurs années son site de Flins comme laboratoire d'économie circulaire automobile.

Des constructeurs financièrement responsables des véhicules en fin de vie

Le règlement introduit un deuxième volet aux implications industrielles et commerciales : la responsabilité élargie des producteurs à l'échelle transfrontalière. Trois

ans après l'entrée en vigueur du texte, les constructeurs devront prendre en charge les coûts de collecte et de traitement des véhicules hors d'usage, quel que soit l'État membre où ils arrivent en fin de vie.

Cette responsabilité financière élargie crée une incitation économique directe à concevoir des véhicules moins coûteux à démonter. Cinq ans après l'entrée en vigueur, l'exportation des véhicules déclarés hors d'état de circuler sera interdite hors des frontières de l'Union. Cette disposition cible les quelque 3,5 millions de véhicules qui disparaissent chaque année des routes européennes sans laisser de trace, exportés illégalement ou démantelés en dehors des circuits agréés. Par ailleurs, lors de toute revente d'un véhicule d'occasion par un professionnel, le vendeur devra attester que le véhicule n'entre pas dans la catégorie des véhicules hors d'usage.

Pour les transactions entre particuliers, cette obligation ne s'appliquera que si le véhicule a été déclaré comme perte économique totale ou si la vente passe par une plateforme en ligne. Pour les corapporteurs Jens Gieseke, élu PPE allemand, et Paulius Saudargas, élu PPE lituanien, le texte représente un équilibre entre ambition environnementale et praticabilité pour le secteur. Le Bureau européen de l'environnement et l'organisation allemande Deutsche Umwelthilfe dénoncent quant à eux un affaiblissement du texte initial sous la pression du lobby automobile.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الثقافة والفنون
المعهد العالي لمهن فنون العرض
Institut Supérieur des Métiers des Arts du Spectacle
ISMAS

Réf : 2026.../DG/ISMAS/2026

MISE EN DEMEURE N° 02

- Vu le marché N° 056210117/MCA/2024/06 E, portant sur l'étude et le suivi de la réhabilitation de l'Institut Supérieur des Métiers des Arts du Spectacle et de l'Audiovisuel ;
- considérant la cadence très limitée des travaux restants à réaliser dans le cadre du marché, par rapport aux travaux (dans le cadre du projet et hors projet) ;
- considérant la mise en demeure N° 48/2026, portant ordre de service (ODS) en date du 15 mars 2023 ;
- considérant la mise en demeure N° 154 en date du 18 mars 2026, portant sur la mobilisation des ressources humaines et matérielles nécessaires, le respect des engagements contractuels, ainsi que la transmission d'un planning des travaux ;
- considérant la mise en demeure N° 233 en date du 23 avril 2026, accordant un délai de 15 jours à compter de sa date de notification, pour le renforcement de l'effectif qualifié affecté au chantier, la mobilisation des équipements, engins et matériels requis, la réorganisation des équipes et des méthodes d'exécution, la mise en œuvre d'un programme de rattrapage intensif, et la garantie de l'avancement des travaux conformément aux engagements contractuels ;
- considérant la mise en demeure N° 01 en date du 05 mai 2026, parue dans les journaux (*El Itihad* et *Les Enjeux Eco*) en date du 12 mai 2026 ;
- considérant l'expiration des délais contractuels en date du 17 avril 2026,
- considérant votre demande d'émission d'un ordre de service pour ces travaux au motif qu'ils constituent des travaux hors contrat, alors qu'ils sont inclus dans le marché et relèvent des lots de démolition et de maçonnerie.

L'Institut Supérieur des Métiers des Arts du Spectacle (ISMAS), sis au 02 Rue Larbi Tebessi – Bordj El Kiffan, en sa qualité de Maître de l'Ouvrage, met en demeure l'entreprise SLIM BUILDING, titulaire du marché susmentionné, dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de publication de la

présente mise en demeure, pour achever les travaux restants concernant les lots suivants :

- Lot Démolition ;
- Lot Maçonnerie ;
- Lot Peinture ;
- Lot Étanchéité ;
- Lot Chauffage Central ;
- Lot Réseau de Gaz Extérieur et Raccordement ;
- Lot Réservoir d'Eau ;
- Lot Réseau Anti-incendie.

En cas de non-respect par l'entreprise titulaire du marché de ses responsabilités et à défaut de réponse positive à cette mise en demeure, l'Institut se verra contraint d'appliquer les pénalités financières et les mesures coercitives, et ce, conformément au code des marchés publics et aux dispositions contractuelles.

Mots fléchés

Qui se rapporte à l'église romaine Albigeois		Ruineuses La bâtarde est un mollusque		Ours Argon		Un des cent cinquante poèmes religieux		Cette cour est une juridiction		Fiascos Il protège l'oeil		Plantes exotiques Attrapé
								Tronçonner Mesurées				
Intermédiaire Voiture au Canada						Appliquée Drame au Japon						
				Vain								Informé
Division de couronne Offensé				Églises principales en Allemagne Cruches						Partie d'écluse Reproduction par spores		
						Hégires Système de freinage					Vieille armée	Bouche-trou
Juste		Un pays d'un bloc pendant la guerre froide	Ancienne capitale moldave	Faire circuler l'air			Il fait vivre					
									Qui a de gros os Oeuvre de Cizia Zyké			
Esters d'un acide Interrompre							Catégories					
						Lieu de refuge		Petit ruisseau Pièces de vaisselle			Marque l'égalité	Commodos
Opus Mot chez le notaire Clairvoyance						Expropriai						
		Chics	Grand reptile saurien	Chemin de fer				Rapport à l'âne Affection oculaire				
Songe Ceci					Créateur	Sucre du lait Partie mobile où s'enroule le filin						
				Avançai pour un temps							Côte méditerranéenne	Evêché normand
Répandue Discipline hindoue							Rideaux Meuble sur pieds					
				Il porte un tutu à l'opéra Nickel				Aromatisé Irish Republican Army				
Il joua le Boucher de Claude Chabrol Degré d'un art martial						Mélodie				Vedette		Carabosse et Mélusine
			Petite minute		Émeris Pinard							
Groupe de rap				Pronom personnel		En astronomie c'est une voie Devant un avocat						Sélénium
Centième partie du franc Une ville impériale au Maroc								Défectuosités				
			Première page				Abaisse le niveau					

ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 morts et 251 blessés en 24 heures

Quatre personnes sont décédées et 251 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique dimanche un bilan de la Protection civile. "Durant la période du 20 au 21 juin courant, les unités de la Protection civile ont effectué 191 interventions, suite aux accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du territoire national, causant 4 morts sur place et 251 blessés", précise la même source.



DIPLOMATIE

L'Algérie accède à de nouveaux postes au sein de l'UA

L'Algérie a obtenu plusieurs importants postes et adhésions au sein des structures et mécanismes de l'Union africaine (UA), ce qui témoigne une nouvelle fois de la place privilégiée qu'elle occupe au sein de l'organisation continentale, ainsi que de la confiance dont jouit sa diplomatie à l'échelle africaine. Dans ce cadre, M. Mohamed Khaled, ambassadeur d'Algérie et représentant permanent auprès de l'UA, présidera le Comité des représentants permanents (CO-REP), chargé des droits de l'homme, de la démocratie et de la gouvernance. Outre son élection à cette présidence, l'Algérie a également été élue membre du Comité ministériel sur les candidatures africaines dans le système international, du Comité ministériel de suivi sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA, du Comité des représentants permanents chargé des questions environnementales, du Comité technique spécialisé (CTS) sur la culture, la jeunesse et les sports, du Comité technique spécialisé sur les communications et les transports, ainsi que du Centre opérationnel continental pour la lutte contre la migration irrégulière à Khartoum (Soudan). Cette consécration diplomatique reflète la confiance dont bénéficie l'Algérie en Afrique et confirme sa place au sein des institutions de l'UA, ainsi que son rôle actif en faveur de la paix, du développement et de l'intégration continentale, renforçant ainsi sa contribution à l'élaboration des politiques africaines au mieux des intérêts communs des peuples du continent.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'allemand Bayer réaffirme son intérêt pour le marché algérien

Dans le cadre du renforcement de la coopération dans le secteur pharmaceutique, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Kouidri Ouassim, a reçu hier au siège du ministère la vice-présidente du groupe pharmaceutique allemand Bayer, Mme Mildred Nadah Pita. Cette rencontre a permis de passer en revue le niveau de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, notamment à travers la filiale du groupe « Bayer Algérie », ainsi que d'examiner les perspectives de développement et de renforcement du partenariat, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider la souveraineté sanitaire. À cette occasion, le ministre a réaffirmé la volonté des pouvoirs publics d'accompagner les partenaires économiques en créant les conditions favorables à la réalisation d'investissements à forte valeur ajoutée, contribuant ainsi à renforcer la souveraineté sanitaire du pays et à positionner l'Algérie comme un pôle régional dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. De son côté, la représentante du groupe Bayer a exprimé l'intérêt du groupe à renforcer sa présence sur le marché algérien et à élargir ses domaines de coopération avec les acteurs nationaux. Elle a salué la dynamique que connaît le secteur pharmaceutique en Algérie ainsi que les opportunités prometteuses qu'il offre en matière de partenariat et d'investissement.

R E.

HYDROCARBURES

Midad Energy North Africa veut renforcer ses investissements en Algérie

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, dimanche à Alger, le PDG de la société saoudienne Midad Energy North Africa, Cheikh Abdoullah Bin Mohammed Bin Abdullah Al-Aiban, avec lequel il a évoqué la coopération entre le groupe Sonatrach et la société saoudienne, notamment suite à la signature du contrat relatif au périmètre contractuel "Illizi Sud", a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue en présence de cadres des deux parties, l'accent a été mis sur "l'importance de ce projet stratégique dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures en Algérie reflétant la dynamique de partenariat positive entre les deux parties". A cette occasion, les deux parties ont passé en revue les préparatifs relatifs à l'entrée en vigueur du contrat relatif au périmètre contractuel "Illizi Sud", situé dans le bassin d'Illizi, y compris les aspects techniques et réglementaires liés au programme des travaux, conformé-

ment au cadre contractuel, tout en insistant sur l'importance du respect des délais et des normes dans la mise en œuvre des grands projets dans le secteur des hydrocarbures. Les deux parties ont également évoqué les "opportunités prometteuses" qu'offre ce projet pour booster l'investissement dans les différents segments de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière, notamment dans les domaines de l'exploration, du développement et de la production, contribuant ainsi au renforcement des capacités de production nationale, à la promotion du contenu local, au développement des compétences et au transfert de technologie. La rencontre a, en outre, été l'occasion de réaffirmer l'intérêt qu'attachent les deux parties à l'élargissement des domaines de coopération et à l'exploration de nouvelles opportunités de partenariat dans le secteur des hydrocarbures, afin de renforcer le partenariat stratégique entre le groupe Sonatrach et Midad Energy, conformément à leur vision commune tendant à

développer des projets à haute valeur ajoutée. M. Arkab a affirmé que cette coopération s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Algérie visant à renforcer ses partenariats économiques équilibrés avec différents acteurs internationaux, au service du développement du secteur national des hydrocarbures et des objectifs de développement économique, selon la même source. De son côté, Cheikh Abdoullah Bin Mohammed Bin Abdullah Al-Aiban a réitéré l'intérêt de la société Midad Energy North Africa pour le renforcement de ses investissements en Algérie, saluant le climat d'investissement et les importantes opportunités offertes par le secteur des hydrocarbures en Algérie. Il a, dans ce cadre, réaffirmé l'engagement de la société à poursuivre le travail conjoint avec Sonatrach et à accélérer le rythme de réalisation des projets, au mieux des intérêts communs des deux parties, conclut le ministère.

R E.

NESDA

Journées portes ouvertes sur les mécanismes de soutien et d'accompagnement à Tiaret, Tlemcen et Tindouf

Des journées portes ouvertes ainsi que des activités de sensibilisation et d'information, consacrées à la présentation des différents mécanismes de soutien et d'accompagnement proposés par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), ont été lancées dimanche dans les wilayas de Tiaret, Tlemcen et Tindouf. Ces dispositifs s'adressent aux porteurs de projets ainsi qu'aux propriétaires de microentreprises. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la promotion de la culture entrepreneuriale et de l'encouragement des initiatives des jeunes, indique-t-on. A Tiaret, la manifestation a attiré un grand nombre de diplômés universitaires ainsi que des stagiaires issus d'établissements de formation professionnelle. A cette occasion, des explications détaillées ont été fournies sur les mécanismes de financement, les modalités d'inscription sur la plateforme numérique, ainsi que les conditions d'éligibilité aux programmes de soutien. Les responsables de l'agence locale ont également mis en avant plusieurs critères essentiels à la réussite des projets, notamment la maîtrise du processus de production, la présentation d'idées innovantes à forte valeur

économique et sociale, ainsi que l'élaboration d'études financières précises garantissant la viabilité des projets et leur capacité de remboursement dans les délais impartis. Ils ont également souligné l'importance de présenter des prototypes ou des vidéos illustrant les différentes étapes de production, afin de renforcer les chances de validation des projets par les commissions d'étude et de financement. A Tlemcen, la NESDA a organisé des journées portes ouvertes sous le slogan : " L'entrepreneuriat : un choix prometteur pour un développement durable ". La manifestation a comporté des séances d'information destinées aux étudiants universitaires, aux stagiaires des centres de formation professionnelle ainsi qu'aux bénéficiaires des programmes de formation à la création de microentreprises. Des brochures d'information ont été distribuées et les participants ont été sensibilisés à l'utilisation des plateformes numériques de l'agence, notamment la plateforme des Centres de Développement de l'Entrepreneuriat (CDE) et le programme " Ana El Moukawil " (Moi, l'entrepreneur). Plusieurs jeunes ont également été inscrits afin de bénéficier de ces services. Dans la wilaya de Tindouf, des journées portes ou-

vertes, qui se poursuivront jusqu'à mardi, ont également été lancées sous le même thème et slogan. Des présentations et ateliers d'information sur les mécanismes de soutien et d'accompagnement y ont été organisés, avec un accent particulier sur les opportunités de financement et les moyens d'accompagnement des projets à toutes les étapes de leur création et de leur développement. Les participants ont également été informés de l'existence de la plateforme de sous-traitance et de partenariat économique, qui met en relation les micro-entreprises avec les opérateurs économiques et leur permet d'accéder aux opportunités, offres et appels d'offres disponibles. Cette initiative contribue ainsi à renforcer la pérennité des entreprises et à dynamiser l'activité économique locale. Ces manifestations s'adressent aux jeunes porteurs de projets, aux étudiants ainsi qu'aux bénéficiaires des programmes de formation en entrepreneuriat. Elles sont organisées en coordination avec différentes institutions et partenaires locaux, dans le cadre d'une démarche visant à ancrer la culture de l'initiative économique et à soutenir le tissu entrepreneurial national.

APS